

Le libertaire

Administration : HENRI DELECOURT
9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10°)
Chèque postal : Delecourt 691-12

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

Rédaction : GEORGES EASTIEN
123, rue Montmartre Paris 2°

ABONNEMENT		FRANCE		ETRANGER	
Un an	30 fr.	Un an	112 fr.	Un an	112 fr.
Six mois	40 fr.	Six mois	56 fr.	Six mois	56 fr.
Trois mois	20 fr.	Trois mois	28 fr.	Trois mois	28 fr.
Chèque postal		Chèque postal		Chèque postal	

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque

Le « brave homme »

Il devient banal de dire que le gouvernement Herriot ressemble comme un jumeau au ministère Poincaré ; on éprouve une certaine gêne à répéter sans cesse le *leit-motiv* de la trahison quotidiennement accentuée du maire de Lyon. Et pourtant chaque jour nous révèle un nouveau fait qui aggrave le scandale. Il n'est pas un acte gouvernemental qui ne soit un soufflet aux principes affichés par les ministres durant la campagne électorale.

Ce qui n'empêche pas Georges Pioch de s'attendrir devant la carrure de boucher du Premier et de déclarer avec des accents quasi-émus que « Herriot est un brave homme ».

Ah ! certes, nous savons que depuis qu'il fréquente les politiciens, l'ex-anarchiste Pioch ne sait plus quelle est la norme de la bravoure et de l'honnêteté, mais, enfin ! il y a des bornes à tout — et vraiment Edouard de la Croix-Rousse les dépasse, et de beaucoup !

Nous savons quelle fut la honteuse attitude de ce semblant d'homme au sujet de l'amnistie. Il s'esquiva à Londres la première fois et fut miraculeusement malade la deuxième fois que l'on discutait au Sénat de la meilleure façon d'enterrer l'amnistie — cela donne la mesure, toute la mesure de son courage.

N'osant pas avouer le reniement des promesses faites pendant les élections, Herriot ne voulut pas risquer la chute de son cabinet par une fidélité à ses principes qui aurait vraiment été jugée stupide par ses confrères les politiciens.

Voici qu'aujourd'hui il fait mieux : il se renouvelle totalement et fait penser à son illustre maître en canaille férocité : Clemenceau.

Comme sous le règne du Tigre, la police devient la maîtresse incontestée du territoire et l'on pourrait se croire revenu aux beaux temps de l'Ordre Moral.

Qu'on en juge : Il n'est pas une personne, si ignorante qu'elle fût des choses publiques, qui ne sache que durant la guerre les généraux et officiers supérieurs firent fusiller sans jugement un nombre assez considérable de soldats. Dans certains cas, la chose prit une telle proportion de scandale que les politiciens, pourtant peu émotifs de leur nature, interpellèrent le gouvernement.

Tels furent les cas de : Vingré, Souain, Flirey, etc.

Des hommes qui sont ministres aujourd'hui et d'autres qui l'étaient au moment des interpellations n'hésitent pas à flétrir les généraux et officiers assassins — et pour calmer un peu l'opinion publique les victimes de la galonnaille furent réhabilitées et décorées à titre posthume, ce qui indiquait assez l'idée d'une condamnation des bourreaux.

Mais la condamnation des soudards fut toute morale et là se borna la vindicte gouvernementale.

Des gens naïfs avaient bien réclamé des sanctions — mais les gouvernants, le Sénat et la Chambre qui se montrent si sévères et si injustement impitoyables envers les déserteurs et insoumis, ceux qui s'effrayent à la seule pensée que les « meneurs » anarchistes pourraient être amnistiés, ceux qui marquent une haine et une horreur très vives envers les indisciplinés, ceux-là sentent leurs cœurs pleins d'une douce mansuétude pour les officiers qui firent assassiner des hommes — et ils trouveront un euphémisme charmant : « ils les ont fusillés par erreur » et comme chacun est sujet à erreur, il faut bien pardonner celles d'autrui !

Cependant il en était qui n'avaient pas absous d'une si désinvoltée façon les meurtriers. Il en était qui considérèrent que l'on devait dévoiler publiquement ces faits et que les noms des misérables devaient être voués à la flétrissure populaire.

Ils pensaient que pour contrebalancer cette campagne chauvine qui représentait nos chefs comme des flambeaux valeureux de la Civilisation Humaine et qui chargeait les Allemands de tous les crimes imaginaires, il fallait démontrer au public des gogos que les soudards français ne valaient pas mieux que les soudards Germains et que si les officiers allemands menaient durement et sauvagement leurs hommes, les officiers français savaient se montrer aussi durs et sauvages que leurs confrères tudesques.

Ils pensaient que pour annihiler cette

campagne infâme des associations patriotes en mal de guerre qui voulait aboutir à un sursaut d'indignation contre l'amnistie pour les insoumis et les déserteurs, il fallait faire voir que ceux qui se montrent tant implacables à l'égard de ceux qui ne voulaient plus tuer faisaient montre d'une solidarité indulgente pour les assassins de Vingré, Flirey, Souain, etc.

Et par la parole, par la plume, ceux-là tentèrent de faire pénétrer la Vérité dans la masse populaire.

C'est ainsi qu'un acteur : Pierre Yrondy avait écrit une pièce intitulée : *Un Crime : Les fusillés de Vingré*.

Ob ! la pièce n'était pas méchante ! Elle représentait des soldats bien sagement patriotes : l'un d'eux même, tuait les Boches pour faire triompher le socialisme.

Mais elle représentait du mieux que l'auteur, dont les moyens, hélas ! n'étaient pas très grands, le pût faire, la sinistre comédie de l'exécution des six martyrs : Gay, Quinault, Pelletier, Durand, Blanchard et Floch.

Elle relatait (en changeant pourtant les noms des fusillés et des fusilliers) le sexuple crime du lieutenant Paulot, du commandant Guignard et du colonel Pinardeau, couverts par le général Foy.

Jouée, voici une quinzaine, dans un petit théâtre de quartier, l'*Eden Lyrique*, rue d'Avron, elle passa sans incidents, tellement elle était bénigne.

Puis, ayant constitué une troupe, l'auteur partit pour la jouer en province.

Il joua une fois à Brioude, toujours sans incident. Puis il devait aller le dimanche à Yssingeaux. Or, en débarquant à la gare avec sa troupe, il se vit accosté par des gendarmes et des flics de la Sûreté générale qui les mirent dans un train en partance pour Paris — et une fois dans la Capitale on leur fit savoir que « par ordre de la Sûreté générale il était interdit de représenter une pièce sur Vingré ».

Notre auteur tenta encore aujourd'hui des démarches pour faire lever l'interdiction — mais malgré ses relations, il ne sait pas s'il y arrivera.

Ainsi, sous Herriot comme sous Clemenceau, il est interdit de projeter la lumière, il est défendu de dévoiler certains crimes commis par des généraux qu'Herriot lui-même avait flétris.

La répression la plus sauvage pour les révolutionnaires coupables de manifester leur pensée, la rigueur la plus féroce envers les insoumis et déserteurs fautifs de n'avoir pas ou plus voulu tuer — mais l'impunité absolue avec tous les honneurs pour les généraux et officiers qui firent fusiller des innocents !

Vous direz peut-être encore, monsieur Pioch, qu'Herriot est un brave homme. Je maintiens — et tous les gens de cœur et de raison seront avec moi — que c'est une infâme crapule.

Renégat et complice des assassins. Pouah ! Ce chef du Bloc des Gauches suffirait, si besoin en était encore, à nous dégoûter à jamais des politiciens.

Louis LOREAL.

Le pèlerinage superstitieux

On a vu hier ce qu'on voit tous les ans à cette date, c'est-à-dire le Raffut des Superstitieux du Tout-Paris devant Saint-Etienne du Mont, en l'honneur de sainte Geneviève.

Ils veulent à tout prix qu'elle ait damé le pion au vieux birbe de Joffre et que ce qu'on appela « victoire de la Marne » soit son fait.

Ses reliques, sorties en ordre de bataille, auraient tout emporté, par une sainte et sacrée T.S.F., à des kilomètres de distance !

On voit que la science divine fait des progrès et que les dévôts sont à la page ! Ils expliquent cela surabondamment et compendieusement, avec un petit jeu de coïncidences semblable au jeu de l'Oie.

A telle heure, on a sorti les reliques : à la même heure Joffre envoyait son truc à déclanchement !

A telle autre heure, on a rentré les reliques : à la même heure, les Allemands fichtaient le camp, dans la direction même du village où elle est née !

Etc., etc...

Faut-il que les gens soient bêtes !

UNE NOUVELLE MANŒUVRE

Vanzetti est interné

Nous recevons le télégramme suivant de Boston :

« VANZETTI VIENT D'ETRE INTERNE DANS UN ASILE D'ALIENES. »

En dépit de l'innocence incontestable de Sacco et de Vanzetti, le capitalisme tient à conserver ses victimes. Ne pouvant l'exécuter, on prétend que Vanzetti est fou.

Mais il faut le sauver, ainsi que Sacco, alors qu'il en est temps encore ! Tous à l'œuvre ! Tous debout !

Un horrible accident du Travail

Saint-Dié, 3 janvier. — Tandis qu'il préparait des cartouches de cheddite pour son travail du lendemain, le carrier G.-B. Haxaire, 34 ans, de Ban-de-Laveline, qui se rendait dans un ancien ateli de guerre situé à la section de la Truche, fut terrassé par une formidable explosion.

La femme du malheureux carrier accourut et trouva son mari étendu à terre, la tête arrachée. Les yeux avaient été projetés à 60 et 150 mètres du corps.

LE FAIT DU JOUR

La leçon de Douarnenez

L'instruction judiciaire ouverte sur les sanglants événements du 1^{er} janvier projette un peu de lumière sur certains agissements.

Les responsables ergotent, essayant de brouiller les cartes, afin qu'on ne voie point clair dans leur jeu.

Il reste néanmoins un fait acquis, bien certain. C'est qu'une équipe d'une douzaine de chenapans, embauchés à Paris et bien payés — on parle de cent francs par jour — s'est abattue à Douarnenez, sous le prétexte de propager un journal, « l'Aurore Syndicale », totalement inconnu dans les milieux ouvriers.

Ces individus, camouflés en colporteurs de journaux, étaient armés. La façon dont la bagarre a débuté importe peu. Lorsqu'une bande comme celle-là, prête au crime et à pied d'œuvre, l'éclatelle finit toujours par faillir, sous le moindre prétexte, le plus idiot et le plus incompréhensible. On s'étonne souvent de l'insignifiance des raisons de certaines violences. C'est dû tout simplement à la volonté de l'une des parties d'en arriver aux coups.

Une constatation doit se dégager pour nous de ces événements. C'est que la bourgeoisie n'hésite pas à armer des bandes pour les jeter contre les ouvriers et briser leurs revendications.

Cette « Démocratie nouvelle », cette « Aurore syndicale » ne sont que des déguisements de fascisme. Les coups de revolver de Douarnenez sont à la fois un coup de sonde et un avertissement.

Derrière ces poignées d'hommes embauchés pour la violence immédiate, il y a l'armée, encore amorphe, mais qui se prépare, des forces de réaction. Ce sont certaines associations d'anciens combattants, certaines sociétés sportives, etc. De grosses maisons industrielles et commerciales paient à titre d'employés des gens qui ne mettent pas la main au travail, s'occupant uniquement de sport ou autre similitude profession du même genre. En réalité, c'est l'armée de la réaction, payée et dirigée directement par les exploités.

Tout cela n'a pas encore figure bien nette, mais prend peu à peu de la consistance. La leçon de Douarnenez doit nous faire ouvrir l'œil. A l'œuvre de propagande, d'organisation et d'action ! N'attendons pas pour nous réveiller qu'il soit trop tard !

LA TERREUR BLANCHE EN AMÉRIQUE



Parade du Ku-Klux-Klan autour du local des Industrial Workers of the World (Syndicats révolutionnaires)

Pour le « Libertaire », il faut redoubler d'efforts !

La lutte devient ardente et noire, comme disait Hugo, et les événements de Douarnenez nous prouvent que la tourbe du fascisme nationaliste veut faire aux ouvriers conscients une guerre sans merci. Et nous serons les premiers visés.

C'est le moment de redoubler d'efforts pour maintenir vivant, solide, vigoureux, l'organe révolutionnaire et libre, porte-voix du peuple, cri des opprimés, plainte quotidienne des exploités que nous avons bien nommé : Le Libertaire.

Nous ne répéterons pas aujourd'hui, car vous le savez tous, pourquoi il ne faut point que cette voix soit brisée !

Devant vous, à chaque heure, la preuve est faite de son utilité, de sa nécessité, et vous savez aussi qu'elle porte au loin et en haut, et partout, vos revendications et vos désirs.

Et non pas d'une manière insidieuse et cauteleuse, ou faussement violente, comme dans d'autres journaux, mais dans l'indignation et la sincérité du vrai qui s'exprime, qui se touche, qui se sent, et qui ne peut plus se réfréter !

Donc camarades et sympathisants, n'ayez pas cette hésitation et peut-être cette lassitude qui suit toujours les efforts prolongés !

Ayez cette ténacité, cette longue patience dont on a dit qu'elle était une condition du génie mais qui est aussi une condition du succès pour une œuvre de longue haleine comme la nôtre !

Notre Libertaire, certes, ne vivote plus. Grâce à vous, il vit avec une verdure toujours renouvelée. Mais, comme tous les êtres vivants, il a besoin de sang nouveau pour marcher vers des buts précis et pour obtenir des résultats efficaces !

Notre emprunt, si vous le voulez bien, donnera bientôt l'impression que nous sommes devenus une force sérieuse, vivante, organisée, sur laquelle s'appuie la volonté des anarchistes clairvoyants, ces porteurs de torches, à l'avant-garde du mouvement social !

Envoyez-nous vos souscriptions, sans plus tarder, et vous aurez fait le geste du semeur qui verra se lever bientôt la houle d'or frémissante d'une moisson inespérée !

L'Internationale Ouvrière se réunit aujourd'hui à Bruxelles

Les représentants les plus « qualifiés » de la deuxième internationale tiendront, ces jours-ci à Bruxelles, un important congrès. Toutes les puissances européennes seront représentées et c'est Léon Blum — quel culot — qui prendra la parole au nom du prolétariat français.

Léon Blum pourra s'étendre sur le problème de l'amnistie mondiale et fera connaître à ses collègues des autres pays de quelle façon on la sabote proprement. Il expliquera à ses amis socialistes (S.F.I.O.) comment, au nom de la politique sociale, on abandonne tout un programme et on trahit toutes les promesses intéressées faites un soir de réunion électorale. Et il reviendra ensuite en France, heureux d'avoir travaillé utilement à la défense des privilégiés capitalistes.

Mac Donald étant en train de faire le pitre sur les planches américaines, c'est Tom Shaw, l'ancien ministre du travail, qui représentera l'Angleterre.

Sans nul doute, il donnera d'utiles con-

seils aux futurs ministres de tous les pays sur l'échec du gouvernement travailliste, qui, en aucune manière, durant les mois qu'il présida aux destinées du prolétariat d'outre-Manche, et aux applaudissements de toute l'assemblée des socialistes les uns après les autres réprouveront l'action révolutionnaire des peuples qui entendent se passer des services des socialistes d'antichambre.

Naturellement, l'Internationale syndicale d'Amsterdam sera représentée à cette réunion de diplomates, pour mêler son télélement pacifiste à celui des socialistes tout cela n'empêche pas, cependant, que la Révolution approche, et que tous les fantoches même socialistes, seront dépassés par les événements.

Gouvernement de geôliers ! Gouvernement de bourreaux !

Par le manque de foi révolutionnaire du peuple, l'amnistie est dans les choux.

Les milliers d'enfermés dans les prisons et les bagnes civils et militaires qui espèrent recouvrer leur liberté et rejoindre avec joie leurs pères, mères, femmes, compagnes et enfants, seront cruellement déçus.

Nos pauvres camarades, qui comptaient les minutes pour leur libération, vont retomber dans le cafard le plus affreux, ils vont égréner entre eux les mois et les années qu'ils leur restent à subir dans les geôles et les chiourmes, primés de joie, d'amour, de liberté, et exclusivement en contact avec des brutes.

C'est une cruelle désillusion, pour tous les enfermés, c'est aussi une grande peine pour les vieux et pour les enfants, qui aspiraient à embrasser leurs frères et à connaître leurs pères.

Pour quant aux exilés, aux insoumis, aux déserteurs, aux réfractaires, qui roulent leurs bosses et leurs savates dans tous les coins de France, d'Europe et du monde, qu'ils prennent garde.

La chasse à courre est ouverte contre eux ; qu'ils conservent leurs masques. C'est une des conditions pour qu'ils jouissent, misérablement peut-être, de leur liberté.

Tous les fauteurs de guerre, tous les voleurs de l'industrie et de la finance, tous les mercantis, tous ceux qui ont sur la conscience la mort de millions d'êtres humains, par le plomb ou par la famine, sont absous, sont déclarés tabous, au nom des grands principes : honneur, drapeau, patrie.

En revanche, tous ceux qui n'ont pas voulu tuer, qui ont préféré la paix à la guerre ; tous ceux qui ont eu peur de la mort dans les tranchées, et les tristes agonies dans la boue, tous ceux qui, audacieusement, ont écrit, parlé et proclamé la solidarité des peuples face aux dirigeants, tous ceux qui ont voulu tuer la boucherie nationale et préparer la Révolution sociale, seule « guerre du droit » des travailleurs, ils resteront, ils pourriront dans les prisons et dans les bagnes de la République, quant aux exilés, ils continueront leurs tristes vies de juifs errants.

Quand l'on songe que les élections législatives du 11 mai se sont faites avec la plate-forme de l'amnistie, quand l'on se souvient de nos interventions à ce sujet dans ces réunions électorales, où le Bloc des gauches jurait sur leurs grands dieux que leur premier travail serait d'ouvrir toutes grandes les portes des prisons et d'amnistier tous les déserteurs et les insoumis et tous les faits qualifiés crimes (lois scélérates sur les menées anarchistes), l'on est en droit de proclamer que la majorité parlementaire, que le gouvernement actuel sont des escrocs, des imposteurs et des geôliers.

Herriot et toute sa clique, y compris le Ponce Pilate Malvy, sont les dignes continuateurs de tous les gouvernements républicains depuis la commune. Les radicaux-socialistes, depuis 1906 jusqu'à nos jours, se sont couverts de boue et de sang. Au pouvoir, ils se sont montrés plus féroces que les véritables conservateurs. Pour conserver les rênes gouvernementales, ils renient tout, ils ont lâchement abandonné leurs promesses d'amnistie, en cela ils sont dignes de leurs prédécesseurs, ceux qu'une affiche illustre de la vieille C. G. T. appelait « gouvernement d'assassins ».

Et puis, disons-le nettement, un gouvernement qui rétablit une police spéciale pour persécuter les militants communistes, syndicalistes et anarchistes, pour faire appliquer les lois scélérates de 1894, ne peut être qu'un gouvernement de bourreaux.

Ah ! Souvenez-vous, politiciens et bourgeois gouvernants, qu'à semer le vent l'on récolte la tempête.

J.-S. BOUDOUX.

UNION ANARCHISTE
Fédération de la Seine. — Groupe du 15°

Dimanche, 4 janvier, à 14 heures
18, rue Cambronne

GRANDE CONFERENCE
par ANDRÉ COLOMER

sur
La Révolution anarchiste

Un camarade espagnol parlera des récents événements révolutionnaires d'Espagne.

Un camarade Russe prendra également la parole.

Participation aux frais : 1 franc

"L'Entraide" et le Secours rouge

Le « Secours Rouge », organisme de solidarité (?) inféodé à Moscou, demandait dernièrement aux anarchistes une participation effective à son œuvre.

Le Comité d'initiative de l'U. A. a répondu comme il convenait à cette proposition... intéressée.

Les dirigeants de ce Secours Rouge qui sont des « soldats d'honneur » du Parti des Masses, « ont découvert la solidarité » un peu tard.

Il a fallu que certains des leurs écopent pour que les dictateurs de Moscou « lancent l'ordre » de constituer une caisse pour leur venir en aide.

Les anarchistes n'ont pas attendu les « vingt et une conditions » pour savoir qu'il fallait soutenir les victimes de l'action révolutionnaire. « Toujours ils ont apporté » leur solidarité morale et matérielle à ceux qui « tombaient » sous les coups du pouvoir, quel qu'il soit.

Parlons donc un peu du « Comité de l'Entraide » que les tard-venus du Kremlin ne connaissent pas — et pour cause !

Le Comité de l'Entraide fut constitué, il y a une quinzaine d'années, par les anarchistes et les syndicalistes-révolutionnaires. Depuis sa fondation, il a soutenu, pé- cuniairement les emprisonnés et leurs familles. Anarchistes, socialistes et syndicalistes bénéficiaient « de la même solidarité ».

Pas de question de boutique, au Comité de l'Entraide, mais de la solidarité, et rien que cela.

Jusqu'à la guerre, c'était le vieux camarade Royer qui était le trésorier et, par conséquent, était chargé de distribuer les secours aux prisonniers et à leurs familles. Et les militants qui connaissent un peu le mouvement d'avant-guerre savent s'il y en avait, des victimes, à cette époque !

Les prisons de la Santé et de Clairvaux ne désemplissaient pas et, naturellement, c'étaient les anarchistes qui fournissaient le plus fort contingent des « locataires » de ces deux maisons hospitalières.

Puis, voici 1914 et la guerre infernale. Les militants, dispersés un peu partout, le Comité de l'Entraide fut quelque peu désemparé ! En 1916, il est reconstitué. Une réunion eut lieu à cet effet, un dimanche matin, dans les bureaux de « Ce qu'il faut dire », 69, boulevard de Belleville. Je me souviens encore de certains militants qui assistaient à cette réunion : S. Faure, Herbert (des Terrassiers), Lepetit, Massot, Vergéat, Poirac, etc... Après discussion, ce fut Poirac qui accepta d'en être le secrétaire-trésorier. Il conserva ce poste jusqu'en 1918, date de son arrestation, et ce fut J.-B. Vallet qui le remplaça.

Dire la « besogne formidable » au point de vue de la solidarité accomplie par le Comité de l'Entraide, durant la boucherie mondiale, il y faudrait un journal complet.

Je rappelle seulement qu'à cette époque d'« union sacrée », il était « le seul orga-

nisme » qui s'occupait des emprisonnés — et il y avait dans les camps de concentration et dans les nombreuses prisons de la République Troisième !

En 1917, sous le gouvernement de Malvy, l'amnistie d'aujourd'hui, le « quartier politique » de la Santé avait cinquante-deux « pensionnaires », délégués de différentes catégories. Il y avait là des grévistes, puis d'autres qui avaient manifesté contre la guerre et, enfin, toute la rédaction du « Libéraire ».

Toutes les langues étaient représentées parmi ces cinquante-deux détenus. Russes, Belges, Luxembourgeois, Hollandais, Espagnols, Grecs étaient les « hôtes » du ministre de l'Intérieur Malvy.

A Saint-Lazare, une trentaine de camarades femmes goûtaient également les douceurs de la détention. Et tous, hommes et femmes, recevaient mensuellement la somme que leur allouait l'Entraide.

Jusqu'à Le Réfil (alias Kibatchiche-Victor-Serge), aujourd'hui chef de la tchéka bolcheviste à Berlin qui, à cette époque, était dans un camp de concentration, avait lui aussi, écrit à l'Entraide pour demander un secours. Unaniment, les membres du Comité lui donnèrent satisfaction en lui envoyant immédiatement une somme d'argent.

L'Entraide n'abandonna personne. Après Le Réfil, furent soutenus aussi les emprisonnés de la Loire et du Finistère, puis, un peu plus tard, les inculpés du premier complot. A part Monmousseau-1910, Monnat, Souvarine et Lorient, qui étaient des « martyrs » à mille francs par mois, les autres, ceux du « Petit Parti Communiste » et du « Soviet », bénéficieraient aussi de la solidarité de l'Entraide — ainsi, d'ailleurs, que les membres des Jeunesses Communistes emprisonnés en 1922.

On peut donc voir, par ces différentes citations, que l'Entraide remplissait son rôle dans de bonnes conditions. Pourquoi donc le Parti soi-disant Communiste a-t-il fondé le Secours Rouge ? Simplement parce qu'il n'a pas pu mettre la main sur l'« Entraide ».

Le Comité de l'Entraide se compose des délégués de toutes les organisations ouvrières qui s'intéressent au sort des emprisonnés. Il y a trois ans, ceux du Parti des Masses venaient aussi aux réunions, mais comme ils ont vu qu'il n'y avait rien à faire pour mettre cette œuvre sous leur tutelle, ils ont tout laissé tomber... on ne les revoit plus.

Eh bien ! malgré les politiciens du Secours Rouge politique, l'Entraide continue sa besogne. Plus que jamais, à la veille de la répression sur les « menées anarchistes », il faut soutenir sa caisse pour que ceux qui « tomberont » demain sachent que les leurs seront soutenus efficacement. Adresser les fonds à Morin, au Syndicat des Terrassiers de la Seine.

Pierre LE MEILLOR.

COMITE DE DEFENSE SOCIALE

Dans l'enfer de Biribi

Si nous n'y prenons garde, et si nous laissons faire, la suppression de Biribi risque de devenir le pendant de la caricature d'annaliste que le ministère des gauches vient de nous servir. Toute la valétudine du gouvernement qui trouvait que sous Pomare tout allait mal, trouve que sous Herriot tout fonctionne admirablement. Les plumitifs à gage qui vont du « Quotidien » à « l'Ere Nouvelle », en passant par le « Peuple » et « l'Œuvre », trouvent que les fonds secrets n'ont pas d'odeur et que ce qui était abominable sous l'autre régime est tout naturel sous celui-ci.

La bande des socialistes qui, soutenant le ministère, n'ont pas mis le pied en échec le gouvernement devant les gages du Sénat, appuient de toute leur force l'attitude lamentable de ces derniers, défendant par cette lâche propreté leurs sinécures, leurs appétits toujours insatiables, au détriment des milliers de pauvres malheureux qui depuis sept mois attendent dans l'angoisse l'ouverture de leur geôles.

Qu'importe à ces libustiers de la politique les souffrances qu'ils endurent. Que fait aux Léon Blum et aux Renaudel, éminences grises des antichambres ministérielles, le martyre de ces pauvres gars ; ils n'ont plus souvenance des campagnes de jadis dans l'« Humanité » de Jaurès.

Plus tard, disent-ils, patience ! Un jour viendra. Mais pour le moment, du calme, il faut bien que le cabinet se consolide. Et nous connaissons ces promesses. Combien de fois ne les avons-nous pas entendues au cours de ces vingt dernières années.

Si nous voulons obtenir la réussite complète de nos efforts, il nous faudra, avant peu, étudier les moyens de les faire aboutir et envisager par quelles mesures nous pourrions les rendre efficaces, car les faits parlent toujours et en voici quelques-uns sous la plume du camarade Mabire, de l'Arbes.

« Au camp de Berrouague, qui se trouve à six kilomètres d'Aumale, nous avions un adjudant nommé Chabrolle et deux sergents dont un s'appelait Caporazzi. Tous les trois, pour faire appliquer la devise de Biribi : « marche ou crève » étaient munis de nerfs de bœuf, en dehors du traditionnel revolver.

« Au camp, c'était le travail de bêtes de somme, continuellement frappés par ces chaouchs les malheureux, exténués, sans nourriture, dévorés par la vermine, tombaient malades, mais sans être reconnus, et sans pouvoir se donner les soins que nécessitait leur état.

« Caporazzi et Chabrolle, couchés à l'ombre, évaluaient leur alcool, mais leur réveil était terrible.

« Nous défrichions des souches sous un soleil de plomb et nous devions fournir une somme de travail. Malheur à ceux qui ne pouvaient accomplir la besogne, malgré toute la bonne volonté que beaucoup y mettaient. Les chaouchs les mettaient aux fers sur les chantiers même et chargeaient les sentinelles arabes de ne pas les épargner et de faire feu sur ceux qui feraient la

moindre tentative de révolte. Et les coups de crosse tombaient drus. Caporazzi surtout semblait heureux de voir souffrir toutes ces victimes et hurlait des injures. D'autres fois, en plein soleil, alors que le travail nous avait rendu fourbus, il faisait mettre tous les hommes du camp à la file, et pendant plus d'une heure, nous obligeait à exécuter un pas gymnastique terrible avec des cris de : « couchez-vous ; levez-vous ». Celui qui n'embrassait pas assez vite la terre ou ne se relevait pas au commandement du tortionnaire, était frappé de coups de crosse de revolver ou de la crosse des fusils des sentinelles, en pleine figure le plus souvent, et le sang giclait de toutes parts. Combien en ai-je vu pleurer dans ce camp, pendant ces heures infernales, et combien sont morts à la suite des coups, des privations et des misères qu'ils enduraient.

« Et c'était dans ce camp, le « régime de faveur ». Notez ce qui se passait à trois kilomètres de là, dans l'autre camp, le camp de la répression !

« Camarades, vous ne direz jamais assez les souffrances des pauvres enfants de Biribi. Jamais notre vaillant organe quotidien le « Libéraire » ne pourra transcrire totalement ce qu'endurent là-bas, les pauvres bagnards de l'Afrique. Quand on a vécu de tels moments, on ne peut comprendre que tous ceux qui ont subi de pareilles tortures ne se lèvent pas tous pour jeter bas de semblables bastilles. »

MABIRE.

On a des moments de dégoût, de honte même, à continuer de transcrire de pareils horreurs. La plume se crispe sous les doigts à répéter, à ressasser toujours et toujours de pareils scandales, de pareils crimes. L'enser que de pauvres petits gars de 20 ans sont plongés dans de semblables bagnes ; savoir que chaque heure tu s'écoule prolonge pour eux une longue série de supplices, de jours sanglants, et que malgré toutes nos rancœurs, nos cris d'alarme, nos campagnes, nos luttes continuelles, nous n'arrivons pas à faire rendre justice, à faire cesser ces tueries, à faire supprimer ces cloaques de boue et de sang.

Et des envies de révolte grondent. Notre devoir, à nous qui savons, à nous qui ne pouvons plus douter, c'est d'aller jusqu'au bout, d'avoir recours à tous les moyens — à tous — pour établir la vérité. Nous nous sommes dit — et nous disons encore — qu'on va peut-être, une bonne fois, en finir avec cette insupportable angoisse et nous voulons fournir à tous les hommes de bonne volonté une occasion pour effacer de nos mœurs ce vestige de barbarie.

Nous voulons étaler au grand jour toutes les tristesses, toutes les hontes, toutes les cruautés que le langage populaire a flétries de ce mot : Biribi ; toutes ces choses sombres et lointaines dont on entend parler vaguement et que pourtant on se refuse à croire.

Une enquête est ordonnée ! Mais nous savons ce que sera cette en-

quête, l'enquête ordinaire, l'enquête classique, l'enquête confiée aux coupables eux-mêmes, c'est-à-dire, pour toute personne équilibrée, une comédie, un simulacre d'enquête. Et cela nous ne le voulons pas !

El, inlassablement, courageusement, envers et contre tous, nous continuerons cette campagne.

Il nous faut la suppression de Biribi et nous l'aurons.

Le Comité de Défense sociale.
P. S. — Que les anciens camarades qui ont vécu dans ces bagnes continuent à adresser des faits, succincts, clairs, précis, au camarade Pommet, secrétaire du Comité, 120, rue Mareadet, Paris.

La prostitution

Devons-nous plaindre ces filles qui vendent l'amour comme une marchandise ? Certes, elles ne sont que de pauvres victimes du régime de l'argent. En société anarchiste, quand il n'y aura plus d'argent, il n'y aura plus de prostituées ! Chacun aura droit à l'amour libre et sain... et espérons que n'ayant plus sous les yeux la tare et l'exemple des bourgeois, les hommes se guériront de cet instinct de propriété individuelle et de ce vice, la jalousie.

Mais tout de même, malgré que nous soyons en société bourgeoise, celle qui vend son corps n'est-elle pas coupable ? En certain cas, si ! C'est une fille coquette qui aime la nocé et les plaisirs ! Se sachant jolie, elle pense qu'en vendant ses charmes, elle réalisera une grande fortune ! C'est une malheureuse qui se trompe, elle ne se doute pas que sa mort morale et sa déchéance physique viendront frapper à sa porte bien avant la fortune !

Toutes ces malheureuses sont des victimes des bourgeois, car ceux-ci faussent l'esprit à bien des cerveaux sains ; ils font naître bien des désirs de plaisirs et de luxes dans des pauvres petites cervelles pas assez solides !

Aussi, sans crainte, si nous sommes des convaincus, éduquons l'enfance vers l'idéal libertaire ! Apprenons à nos enfants à haïr, à maudire les plaisirs riches et surtout le luxe ; guidons ces jeunes cerveaux vers le travail, vers la liberté, vers la science, en un mot vers la lumière !

Eduquons nos enfants, prolétaires ! Si, un jour, nous ne voulons pas que les bourgeois les contaminent ; si nous ne voulons pas qu'un jour ce soient de grands malheureux ! Plaignons les prostituées.

Maurice BEAUDIMENT.

La chaise électrique

Les Etats-Unis de la libre Amérique possèdent ce privilège particulier que tout s'y fait systématiquement.

Les affaires sont réglées comme du papier de musique et les lois sont appliquées méthodiquement à chacun, selon l'étage plus ou moins élevé qu'il occupe dans l'échelle sociale. Il s'agit de ne point trébucher en gravissant cet escalier, sans quoi, on risque de se rompre les os.

Le milliardaire est roi. Les sujets, qui sont quantité : négligeable, ont tous les droits que l'on veut de leur accorder, à la condition expresse qu'ils ne fomentent point le rôle des bâtons qui, malheureusement, viennent se placer entre deux rayons de l'une des roues idéales à faire évoluer le char de la République.

Pour n'avoir point voulu plier l'échine selon la règle établie, Sacco et Vanzetti ont été emprisonnés, et pour être certain de n'avoir point un jour à élargir ces deux réfractaires dangereux pour l'ordre public, on ne trouva rien de mieux que de les accuser d'un crime qu'ils n'avaient point commis.

Leur procès eut lieu. Le juge qui dirigeait les débats, bien qu'il fût pleinement convaincu de leur innocence, déclara la peine de mort, qui leur fut accordée. Sacco et Vanzetti, par leur popularité, représentaient le péril. Ils étaient des images vivantes de la Révolution dont le spectre vengeur hante les canchenniers de ceux qui par leur soit toujours plus ardente de la richesse, sont cause de l'effroyable misère dans laquelle gémît le peuple.

Il fallait donc faire disparaître ces deux-là par esprit de vengeance anticipée, même au prix du plus monstrueux forfait qu'on ait jamais compté dans les annales de cette galéjade odieuse qu'on décore pour l'éblouissement du populaire, du nom pompeux de Justice.

En Angleterre, on pend haut et court ; en Espagne, on garrote ; en France, on use de la machine humanitaire chère à M. Guillotin qui, sans l'avoir expérimenté, avait le front d'affirmer que ce n'était là qu'une simple sensation de fraîcheur sur le cou. Au pays de la libre Amérique, on est plus moderne ; on exécute à l'électricité.

Après le calvaire que le condamné a parcouru de sa cellule à la chambre de supplice, il y a la préparation, pendant laquelle le patient subit mille morts par anticipation. Il ne doit point certes être fatigué de marcher au petit jour, vers la « veuve » à M. Deibler.

Mais cela se fait, paraît-il, en quelques minutes, pendant lesquelles le condamné a à peine le temps d'entrevoir la mécanique sinistre à qui est dévolu le soin de le faire éternuer dans un panier de son.

Il n'en va point de même avec la chaise électrique. Il faut entailler « aux ciseaux » les vêtements de la victime, afin que les fils prennent contact avec sa chair pantelante. Se représente-t-on par la pensée ce que cette sensation des ciseaux froids qui froient votre épiderme doit procurer d'horrible à celui qui est défilé dans l'attente de la mort ?

Puis, il faut s'asseoir sur la chaise fatale, se laisser boucler autour du corps et des membres les courroies qui vous immobilisent. Il faut encore se laisser poser « le casque » sur la tête.

Il y a en face du supplicé, tandis qu'il se tord épouvantablement sous la décharge électrique, les « officiels » qui le regardent avidement, suivant avec intérêt les crispations de son visage, enfonceant sadiquement leur regard de bêtes de proie tout au fond de ses yeux révoltés par la souffrance infernale et par l'horreur de se sentir mourir petit à petit...

Et c'est cette mort-là que les capitalistes américains rêvent anxieusement de faire subir d'ici peu à Sacco et Vanzetti qui ont été condamnés au supplice pour un acte qu'ils n'avaient pas commis.

Brutus MERCEREAU.

S'aimer "Albert le Glorieux" a la trouss

Dans le petit restaurant où je mangeais et logeais, elle vint un jour comme servante. Bien sûr, les regards de tous les pensionnaires s'attachèrent à son étrange beauté, à sa grâce juvénile, à la saine gaieté et à la fièvre insolente de sa saine gaité. Elle répondait aux timides avances de chacun, du même sourire bienveillant et accueillant. Enhardis, quelques-uns déjà fro- laient sa robe au passage, lui prenaient la main en la fixant profondément dans les yeux ou bien, encore, essayaient de lui donner un baiser furtif.

Comment en sommes-nous arrivés là ? C'est bien simple : une page d'amour et de vie dont la réalité me laisse encore sou- geur.

Un soir, pendant qu'elle m'attendait le cou- vert, une panne d'électricité interrompit brusquement la lumière. Le hasard voulu, qu'une se trouvât à côté de moi. De quel- ques couples qui se trouvaient dans la salle, une voix s'échappa : « Embrassez vos dames. » J'allongeai le bras, le posai sur son épaule et l'aurai enfonce contre moi. Une haleine tiède et parfumée caressa mon visage et je sentis sur mes lèvres se poser les siennes. Elles y restèrent quelques se- condes, puis elle les retira. Mais, comme les ténèbres persistaient toujours, elle vin- les replacer d'elle-même. Cette fois, elle ne les enleva que lorsque la lumière revint.

Depuis, de temps à autre, au hasard des occasions, je lui glissai dans la main quel- ques billets d'amour. Elle y répondait d'un sourire amical ou bien essayait de me ren- contrer en quelque lieu de la maison où il m'était facile de lui glisser quelques mots discrètement et même de l'embrasser sans que nous risquions d'être surpris. Le plus souvent, c'était en rentrant du travail que je la voyais, elle fâchée de se trouver dans les escaliers à ce moment-là et aussitôt après, elle se sauvait légère, me laissant sous le coup d'un bonjour trop tôt expiré. Déjà un pacte tacite était conclu entre nous : celui de deux êtres qui veulent s'aimer et en rechercher toutes les occasions.

Bientôt, cela ne suffit plus ; le corps, lui aussi, réclamait sa part de volupté. Un soir, nous décidâmes qu'aussitôt les pa- trons couchés et toute vie semblant être éteinte dans la maison, j'irais la retrouver dans sa chambre, qui se trouvait au rez- de-chaussée et que, près l'un de l'autre, dans l'abandon de tout notre être, nous pourrions goûter aux félicités suprêmes.

Tout semble se passer dans la maison. Je quitte ma chambre et, silencieusement, me rends vers la sienne. Quelques coups lé- gers contre les volets de sa chambre... Un petit temps... Un bruit de fenêtre que l'on ouvre lentement, deux volets que l'on pous- se avec précaution, une silhouette blanche qui s'accroche plus encore dans la nuit. Je m'apprête à l'escalader. Mais, du premier étage, une fenêtre aussi s'est ouverte brus- quement et une voix de femme courrou- cée a lancé dans la nuit : « Qui est là ? Que veux-tu ? »

Malgré tout le soin que nous avons ap- porté à agir sans bruit, l'attention du pro- priétaire a été attirée sur notre acte. Je me sauve... Trop tard... Peine perdue.

Le lendemain, l'inévitable s'est produit : « Bien quoi, vous recevez des hommes dans votre chambre, à notre insu... C'est du propre, ma fille... Croyez-vous que nous pouvons tolérer cela ?... Non ! nous pré- férions vous donner votre huitaine. » Et pour moi, dont les démarches sont soup- çonnées depuis quelques jours et dont on a reconnu la physionomie et les habits à la lueur de la lampe qui éclaire la façade de la maison : « C'est ainsi que vous vous permettez d'agir avec notre bonne... C'est un vrai scandale, monsieur... Nous vous prions de bien vouloir quitter notre établis- sement sur-le-champ. »

Nier... Essayer de nier... Pourquoi men- tir ? Nous partions tous deux. Malgré la rareté des logements, je trouverai peut-être bien une mansarde où abriter nos amours et, pour elle — malgré le mal que l'on a à se procurer du travail pendant la mau- vaise saison — un emploi, non loin de moi, et se riant des cancanes de la foule mé- chante, de ses regards inquisiteurs et cruels, forts de notre amour qui nous don- nera le courage de tout braver, discrète- ment, nous nous mettrons en ménage.

Hier, nous avons amené nos hardes dans le modeste garni que j'ai pu découvrir et aujourd'hui, en ce premier jour de l'an, pluieux et froid, livrés au hasard des ten- demains dont on ne peut présager le dé- nouement, n'ayant pour vivre que notre travail, nous avons uni notre misère.

L. TOURNOUD.

VIENT DE PARAITRE :

Una Mos ruosita Giudiziarla

Intéressante brochure en langue italienne qui contient une exposition synthétique de l'affaire Sacco-Vanzetti, éditée par les soins du Comité Sacco-Vanzetti de Boston.

Prix : 2 fr. 50

Faire la demande de cette brochure si in- téressante au Comité Sacco-Vanzetti, P. O. Box 93, Hanover Street Station, à BOSTON (Mass.).

(United S. of. Amérique).

ŒUVRES D'ETUDES MUTUELLES

DE LA VILLE DE PUTEAUX

FRUCTIDOR

Secrétariat : 9, rue Collin, à Puteaux (Seine)

DIMANCHE 4 JANVIER, à 14 h. 30

à la Mairie de Puteaux

Ouverture des portes à 14 heures

CONTROVERSE

Sujet traité :

LA RELIGION, LA MORALE

ET LA SCIENCE

leur conflit dans l'éducation contemporaine

Prendront la parole :

L'éminent orateur catholique M. l'abbé VIOLETT, directeur de plusieurs œuvres chrétiennes.

Pour les Libres Penseurs : Han RYNER, prince des conteurs.

Règlement de la controverse :

Nous a-t-on assez seriné dans les oreilles qu'Albert I^{er} était un grand homme, d'un courage remarquable, et qui durant tout la guerre fit le coup de feu à côté de ses hommes.

Or voici qu'Albert, le grand Albert a peur. Il devait en effet faire un grand voya- ge, en compagnie de quelques invités de M. Citroën, — un autre roi —, lorsque tout- à-coup, à la dernière minute, l'on apprenait que Sa Majesté restait à Bruxelles pour so-igner sa femme malade. C'est du moins le communiqué qui fut transmis à la presse.

Or l'époux dévoué à d'autres raisons de ne pas quitter la Belgique, savez-vous, pour s'aventurer dans les régions marocaines, et ces raisons sont les suivantes :

« Il se manifeste une certaine effervescen- ce dans les tribus sud-marocaines, et la route entre Colomb-Béchar et Tombouctou n'est pas sûre. Il y a quelques jours à peine, le 29 décembre dernier, une petite révolte éclata à une vingtaine de kilomètres de Bé- char », et ce petit incident refroidit sensibi-lement la « ténacité » de nos aventuriers.

Albert I^{er}, roi des Belges, qui « risqua si souvent sa vie », ne tient plus à la per- dre, et il préfère rester tout près du Mane-ken-Pis, sous la garde de ses fidèles trou- pions qui ne peuvent tout de même pas le suivre à travers le Sahara.

Un certain maréchal français qui devait lui aussi accompagner le roi des Belges, en est réduit à la retraite. Ce serait paraît-il le maréchal Pétain. Mais cela entre nous, n'est-ce pas.

Le recul de Pétain

Les « as » de la Grande Tuerie, les tech- niciens de la confiance et du jusqu'au-bou- tisme, les paladins du G. O. G. aux com- muniqués romantiques, se défilent tous, et renoncent à participer à ce raid du Sa- hara qu'on appelle « Citroën-Sahara », comme si c'était une marque d'aperté.

Ils ont peur de se fatiguer. Ce leur pa- rait plus dur que de faire téléphoner, de très loin, des ordres d'offensive, à la suite desquels on entend le rôle des morts et les gémissements des blessés.

Pétain, devenu piteux, a la frousse du désert, même traversé dans un citroën.

Il est peut-être aussi arrêté par la crainte — qui serait alors sagesse — d'une panne possible... avec Citroën, on ne sait pas trop...

Nos Échos

Le parapluie translucide.

On s'est aperçu, en Amérique, que le pa- rapluie avait un énorme inconvénient. Il était comme une ceillière qui vous empê- chait de voir ce qui se passait devant vous. Sous son velum noir on était enfermé et, par les jours de pluie, quand on traversait une rue, on risquait de se faire éraiser.

A lors un inventeur audacieux a créé le parapluie « translucide » en soie gommée, à travers lequel on voit tout.

On va voir ce que ça va donner, ce pépin à travers lequel on aura l'impression de recevoir toutes les gouttes de pluie...

○○○

Pierres d'étoiles.

Des poètes ont chanté les pierres de lune. Si nous parlions un peu des pierres d'étoi- les, sur lesquelles M. Lacroix, secrétaire de l'Académie des Sciences, vient de faire une communication.

Il s'agit de la recherche des blocs météo- riques tombés dans notre immense domaine colonial.

L'échantillon d'un des plus énormes bo- lides connus — 100 mètres de long sur 40 de haut — a décollé des silicates de fer et de magnésium dans la proportion de 25 0/0. On en a aussi bien y trouver... du diamant ! Le Muséum de Minéralogie, où sont déjà de belles pierres de météore, attend la photo- graphie de l'ensemble de ce bloc.

Dans ce Muséum, que les camarades vi- sistent trop peu — du moins nous parlons des curieux de ces questions — il y a, entre autres joyaux, la merveilleuse vitrine de toutes les pierres précieuses de Madagas- car.

○○○

Le Monstre aux Sept Sens.

Il y eut le chandelier à sept branches, les sept contre Thèbes, les sept péchés capi- taux, etc. etc.

Il y a maintenant le Monstre aux Sept Sens : il Sigi : Mussolini, lui-même, le ca- nard du capitale, gonflé d'orgueil, touffu de suffisance, truffé de cruauté...

Le professeur W.-B. Reese, psychiâtre et visionnaire américain, après avoir fait la bête, a prononcé ces mots :

« En dehors des six sens déjà mention- nés, Mussolini possède un septième sens que je ne puis pas bien définir moi-même, et que je n'ai jamais trouvé chez aucun homme... »

Evidemment, docteur, Mussolini n'est pas un homme, c'est la Bête fasciste à sa proie attachée !

LES SPECTACLES

Opéra. — 13 h. 30 : Samson et Dalila. — 80 h. : Thaïs.

Opéra-Comique. — 13 h. 30 : Le Roi d'Ys. — 20 heures : Mme Butterfly.

Gaité-Lyrique. — Rip.

Trianon-Lyrique. — 14 h. 30 : Les Saltimban- ques. — 20 h. 30 : Véronique.

Comédie-Française. — 13 h. 30 : L'Adieu. — 20 h. 15 : Le Vieil Homme.

Odéon. — 14 heures : Ysabeau. — 20 h. 30 : La Samaritaine.

Porte-Saint-Martin. — Peer Gynt.

Comédie des Champs-Élysées. — Malborough s'en va-t-en guerre

Sacco et Vanzetti innocents sont, malgré votre énergique protestation de 1921, encore entre les mains du bourreau

A vous le dernier mot de ce drame !

LEURS PROFILS

Bartolomeo Vanzetti

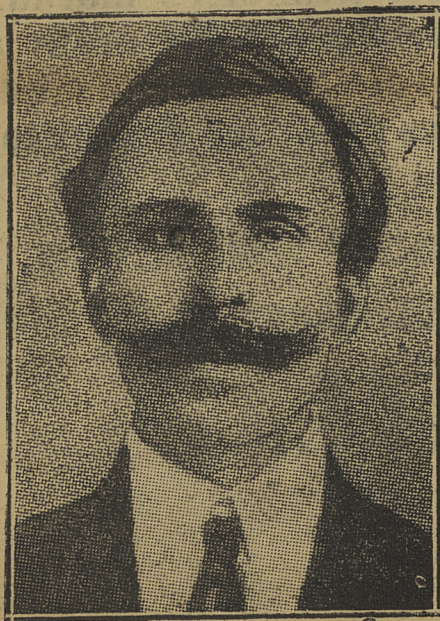
Bartolomeo Vanzetti compte aujourd'hui 86 ans. Né à Villafalletto, un village montagnard de la province de Cuneo (Piémont), il vint tout jeune en Amérique. Il voyagea d'un pays à l'autre pour trouver du travail et en dernier lieu il s'était établi à Plymouth (Mass.) où il résidait depuis plusieurs années quand il fut arrêté. Tempérament calme et réfléchi, inflexible dans ses convictions, il est un infatigable propagandiste de ses idées. Ce n'est pas un fanatique, mais un raisonneur patient. Sous la rude veste de l'ouvrier, il fait preuve d'éducation raffinée. Pour de telles raisons il s'est acquis tout de suite la sympathie de tous ceux qui l'ont approché.

L'auteur de ce « profil » le connaît depuis dix ans, quand, après avoir fait une conférence à Plymouth, il vit Vanzetti se lever

Nicola Sacco

Nicola Sacco a trente-deux ans. Il naquit à Torremaggiore (Foggia). Il est, depuis quinze ans, en Amérique. Il travailla toujours assidûment et était devenu un des plus habiles ouvriers en chaussures. Comme « edgetrimmer », il gagnait de bons salaires. Durant la guerre, il abandonna le travail pour ne pas acheter un « liberty bond » dont l'achat s'imposait alors à tous les ouvriers de fabriques. Sacco justifia son refus en disant : « Je ne crois pas à la guerre, et je ne permets à personne de me dire comment je dois dépenser mon salaire. »

Libertaire enthousiaste, il partageait ses heures de liberté entre les soins de la famille et la propagande pour l'idée. Avant d'être arrêté, il avait travaillé, pendant sept ans, à la « Three K. Factory », sous la



comme contradicteur. A cette époque, la population historique de Pilgrims avait un notable mouvement subversif dans la colonie italienne et Vanzetti était un des plus actifs propagandistes de l'idéal libertaire.

La grève ayant éclaté parmi les ouvriers de la Cordage Company — première insurrection ouvrière dans le fief des barons de la corde — Vanzetti fut un des plus actifs protagonistes de la lutte et de la résistance à outrance. Toujours au premier rang pour encourager les tièdes, pour éventer les trahisons et révéler les traquenards de l'ennemi. Il attira ainsi sur lui la haine implacable des patrons, lesquels jusqu'alors pensaient libérer le pays du dangereux réveilleur d'âmes. Mais l'honnêteté de la vie et la bonté d'âme de l'anarchiste étaient des obstacles difficiles à surmonter pour la vengeance préméditée.

Des années passèrent, mais l'ennemi qui ne pardonne pas, préparait le traquenard en attendant d'en faire un bandit.

Et ce bandit, un lendemain de l'infâme verdict de Dedham, écrivait dans ces termes à la bonne madame Glendower Evans :

« Je vous remercie du profond du cœur pour la confiance que vous avez dans mon innocence. Je suis innocent. Durant toute ma vie, je n'ai pas versé une goutte de sang je n'ai jamais volé une centime. »

« Un peu de connaissance du passé et une douloureuse expérience de la vie ont fait mûrir dans mon cerveau des idées très différentes de celles de la grande majorité des êtres humains. Mais je désire convaincre mes semblables que c'est seulement par la pratique de la vertu et de l'honnêteté qu'il nous est possible de trouver un peu de félicité dans le monde. J'ai prêché, j'ai travaillé, j'ai désiré avec toutes mes facultés que la richesse sociale soit à la disposition de toutes les créatures humaines, parce qu'elle est le fruit du travail de tous. Cela ne signifie pas voler pour une insurrection. »

« L'insurrection, le grand mouvement d'âmes n'a pas besoin de dollars. Ce qu'il lui faut, c'est de l'amour, de la lumière, de l'esprit de sacrifice, des idées, de la conscience, des instincts. L'insurrection a besoin de plus de conscience, d'une plus grande expérience, d'une plus grande bonté. Et toutes ces belles choses peuvent être mises dans le cœur de l'homme de bien des façons, mais non avec le vol et l'homicide, dans un but de rapine. »

« En outre : la clarté de l'esprit, la paix de la conscience, la détermination et la force de volonté, l'intelligence, tout ce qui donne à l'homme le sentiment d'être une partie de la vie, de la force et de l'intelligence de l'univers serait détruit par un crime. Je le sais, je le vois, je dis à tous : Ne violez pas la loi de la nature, si vous ne voulez pas être des misérables. »

« Je me rappelle. C'était par une nuit sans lune, mais étoilée, j'étais seul, assis dans l'obscurité. J'étais triste, très triste. Je commençais à regarder les étoiles. Je sentais que mon âme voulait sortir de mon corps, et je dus faire un effort pour la retenir dans ma poitrine. Oui, je suis fils de la Nature, et je suis tellement riche que je n'ai besoin d'aucun argent. Et ils disent que pour de l'argent j'ai tué et me suis fait condamner à mort ! La mort ? Ce n'est rien ! L'injure est plus cruelle ! »

Ainsi écrit, ainsi s'exprime le bandit. Nous y retrouvons les accents de sa propagande passionnée parmi les humbles, tandis que le bourreau se profile dans l'ombre de la maison de la mort.

Le cas Sacco et Vanzetti n'a rien à faire avec le délit de South Braintree. C'est une tragédie d'âmes.

C'est pourquoi l'affaire Sacco-Vanzetti a un si vaste écho dans le monde du travail.

direction de Michael Kelly et de George Kelly, filleul du premier et surintendant de l'usine.

Un jour, G. Kelly se crut en devoir de donner à Sacco le conseil d'être un peu plus prudent, en lui disant : « Cesse de parler, Nick, tant que nous sommes dans cette période d'excitation antifasciste. En continuant de la sorte, il t'arrivera certainement quelque ennui. » Mais Nick, joyeusement, lui répondit : « Je ne peux pas, George, c'est le cœur qui parle ! »

Michael Kelly témoigna de l'excellent caractère de Sacco, lequel habitait dans une petite maison de colon, près de l'usine. « Il était un infatigable travailleur et je confiais dans ses mains toute ma propriété », dit Kelly.

Les deux Kelly père et fils, pendant qu'ils étaient aux Assises, en attendant d'être appelés en témoignage, parlèrent librement des bonnes qualités de Nick. Le plus jeune des Kelly dit plusieurs fois : « Je n'eus jamais un si bon ami que Sacco. Il a un cœur excellent : il ne pourrait même pas tuer une poule. »

Le vieux Kelly, ensuite, déclara sans péripéties : « Un homme qui est dans son jardin à quatre heures du matin, à l'usine à sept heures et de nouveau, après dîner, dans son jardin jusqu'à neuf ou dix heures du soir pour transporter de l'eau et cultiver des végétaux en quantité supérieure à son besoin et qui me porte la récolte de son jardin pour qu'on la distribue aux pauvres, cet homme ne peut être un bandit ! »

Mais, par décision de procédure du juge Thayer, des témoignages de ce genre ne furent pas admis au procès.

Qui n'a vu Sacco avec sa famille ne peut savoir quel type d'homme il est. Toujours affectueux, serviable, de bonne humeur. À la fois un cœur d'un enfant et l'esprit ouvert aux plus téméraires audaces de la pensée. Quand il parle de son idéal il s'oublie lui-même. Il sent puissamment la passion de l'apostolat.

Depuis quatre ans qu'il est dans la geôle de Dedham, il ne demande qu'à travailler. « Je suis fort, je ne me fatigue jamais ; j'aime le travail. Pourquoi ne veulent-ils pas me laisser travailler dans cette prison ? Je ne puis vivre sans travail ! » Ainsi proteste le « bandit » contre la réclusion cellulaire qui mine son existence.

Le lion, né pour courir librement dans la forêt, dépérit dans la cage qui lui interdit tout mouvement.

COMITE DE DEFENSE SOCIALE UNION ANARCHISTE COMITE BONOMINI

Vendredi 9 Janvier, à 20 h. 30,
dans la Salle des Sociétés Savantes

9, rue Danton
(Métro Saint-Michel)

Grand Meeting pour Sacco et Vanzetti

Tous les camarades feront une propagande extraordinaire, afin que ce meeting soit l'heureux prélude de l'agitation nouvelle en faveur des deux victimes du capitalisme américain.

« La liberté ou la mort »

Sacco et Vanzetti sont désormais déçus de mourir ; eux-mêmes ne demandent plus la liberté, mais comme chacun a pu s'en rendre compte par la lettre que nous avons publiée hier, ils demandent la fin de cette infâme comédie judiciaire : qu'on les électrise et que c'en soit fini.

Sacco et Vanzetti qui, depuis quatre ans vivent dans les couloirs de la comédie judiciaire, Sacco et Vanzetti qui se savent innocents et victimes seulement d'une manœuvre patronale lancée pour la dernière fois le cri de la « Liberté ou la Mort ». Nous qui fûmes avec Sacco et Vanzetti en 1921 pour les sauver, nous voici de nouveau sur la brèche pour que le prolétariat entende leur cri et impose, aux gouvernements d'Amérique le premier des mots qui le composent : la liberté, car pour nous la chose la plus épouvantable serait d'apprendre l'exécution capitale de nos deux camarades qui, depuis trois ans, en appellent à notre solidarité et à celle du prolétariat universel.

En 1921, nous sommes intervenus, mais notre effort s'est atténué juste au moment où il devait être plus vigoureux, et cela parce que nous avons espéré dans la promesse de révision du procès de la part d'une magistrature américaine inquiétée par la colère prolétarienne qui, dans le monde entier, montait menaçante contre les représentants officiels du dollarisme.

Notre manque de persévérance dans la lutte engagée pour la libération des deux camarades menacés de chaise électrique a reçu aujourd'hui ses fruits. Thayer, voyant que désormais tout est rentré dans le calme, repousse la demande de révision du procès et confirme l'infâme sentence de mort de 1921, de telle sorte que nous voici revenus au point de départ.

La presse anarchiste du monde entier a déjà repris sa campagne en faveur de Sacco et de Vanzetti et, comme en 1921, elle trouve écho jusque dans la presse diamétralement opposée parce que l'affaire Sacco et Vanzetti touche directement la dignité de tout homme civilisé, la conscience de tout homme qui n'est pas empoisonné par l'affairisme.

En Amérique même des journalistes honnêtes et des personnes de cœur appartenant à tous les partis politiques, se sont déjà dressés contre l'ignoble et monstrueux verdict de Dedham.

En 1921 aussi, en France, nous eûmes le plaisir de voir des écrivains comme Anatole France, Barbusse, Séverine et d'autres s'associer à notre vigoureuse protestation contre la magistrature américaine.

En Italie, malgré la terreur fasciste, malgré le martyre, que la conscience humaine endure depuis près de trois ans, il y a une certaine presse bourgeoise qui ne manque pas de s'associer à notre protestation pour le ravage que l'on tente de faire de deux vies humaines.

Cette protestation bourgeoise va de Luigi Barzini, journaliste philofasciste de New-York jusqu'au *Nuovo Paese*, quotidien de Rome, en passant par le consul italien Ferranti qui fut chargé par le Gouvernement d'assister au procès de Dedham, et par l'ambassadeur italien à Washington qui sont tous d'accord sur la condamnation de Sacco et de Vanzetti est due exclusivement à leur qualité d'anarchistes.

La protestation de chaque cœur généreux, de chaque conscience honnête par le moyen de la presse est excellent, mais à quoi cela sert-il quand on a à faire à une magistrature machiavélique asservie aux dollaristes pour lesquels la mort de Sacco et de Vanzetti est indispensable afin de donner un exemple... aux subversifs !

Ils tentèrent la même chose jadis sur les personnes de Tosca et de Giovannetti, deux militants syndicalistes. Mais le prolétariat américain et celui du vieux monde sut, à cette époque, remettre Malton à sa place.

C'est le même affairisme qui tente aujourd'hui de se venger sur Sacco et Vanzetti. Peu importe à ces vautours que leurs deux victimes soient innocentes, car demain ils sont prêts à les réhabiliter, ils iront jusqu'à l'hypocrisie d'accorder plus tard une pension à leurs veuves.

Il faut qu'à travers tout le pays les groupes et les camarades organisent réunions, meetings, manifestations en faveur de Sacco et de Vanzetti. Qu'ils sachent qu'aujourd'hui le dernier mot n'est pas au juge Thayer, mais exclusivement à nous.

Notre cri de protestation doit arriver vigoureux aux oreilles des nombreux américains cachés derrière l'affairisme français, jusqu'aux consuls et à l'ambassade américaine, afin que l'atroce comédie cesse enfin !

VIOLA.

Du procès de Plymouth à celui de Dedham

Bridgewater est compris dans l'Etat de Plymouth. C'est dans cette ville qu'eut lieu pendant l'hiver 1920-1921 le procès pour le vol manqué du 24 décembre de l'année précédente.

Les preuves apportées par l'accusation à la charge de Bartolomeo Vanzetti étaient des plus vagues.

« Il me semble que c'est lui » déclarait certain témoin, mais je puis bien me tromper.

« Le bandit était brun » affirmait un autre Italien ou Mexicain.

« C'était certainement un étranger » disait un troisième dans sa déposition.

Et un gamin qui vendait des journaux avait vu se dérouler le drame rapide parla en ces termes : « Je n'ai pas eu le temps de l'observer, mais je puis dire qu'il courait comme un Italien. »

Personne ne put devant les jurés de Plymouth affirmer avec certitude que Bartolomeo Vanzetti fut l'homme qui à Bridgewater avait tiré sur le caissier de la L. C. White Co. Par contre, plus de vingt témoins affirmèrent de façon irréfutable avoir vu Vanzetti dans les rues de Plymouth, au jour et à l'heure du délit, vendre sa marchandise. Neuf ménagères affirmèrent lui avoir acheté ce jour-là : deux policiers l'avaient rencontré à plusieurs reprises. Un prêtre qui le connaissait affirmait l'avoir vu plusieurs fois. Le gamin Brim l'avait vu le matin se lever et déjeuner, il l'avait aidé à mettre le poisson sur sa voiture à l'heure même où avait lieu l'attentat à trente kilomètres de là, à Bridgewater. Et c'étaient là toutes des personnes qui connaissaient Vanzetti depuis au moins une dizaine d'années et qui ne pouvaient par conséquent se tromper. Mais qu'importe ?

A Plymouth, on vit avec le bon plaisir de la Cordage Co. où l'on n'y vit pas. Et le fédéralisme implacable avait un vieux compte à régler avec l'organisation méthodique de la grève de 1918.

Quel moment pouvait être plus propice ? Les fermentations xénophobes des foules américaines perverties par le délire de la guerre étaient alors au summum de leur effet : la haine pour les rouges aveuglait la plus élémentaire réflexion. Un jury composé en famille pouvait impunément accomplir les vengeances de la Cordage. L'opinion publique n'avait qu'à applaudir.

Ainsi fut-il fait. Comme conclusion d'une caricature de procès durant laquelle il ne leur fut même pas permis de parler pour sa défense, le camarade Vanzetti fut, par l'indifférence générale, condamné à quinze ans de réclusion pour un délit qu'il n'a pas commis, qu'il n'a pu commettre.

Car celui qui écrit ces lignes connaît bien Vanzetti : il sait quelles sont les limites de sa pensée anarchiste et les barrières qu'il pose à son action révolutionnaire. Du reste, Upton Sinclair, ce profond connaisseur d'hommes en même temps que grand écrivain, a dit de lui : « Avant de prendre Vanzetti pour un bandit, je devrais moi-même me prendre pour tel. »

Je sais qu'il semblera à beaucoup de gens impossible qu'au XX^e siècle, dans la plus grande nation du monde, on puisse commettre de semblables infamies. Eh bien, celui qui a vécu en Amérique, dans le Massachusetts en général, et dans le comté Plymouth en particulier — où j'ai vécu trois ans moi-même — ne trouvera pas si difficile de se persuader comment, entre une police sans scrupules, une magistrature vénales, une bourgeoisie avide, toujours prête à tout pourvu que l'on écrase un ennemi, et une presse dressée à encenser qui la paye le mieux, un anarchiste entouré seulement d'une douzaine de fidèles camarades, ait pu être assassiné avec toutes les apparences de la légalité.

Vanzetti a été condamné à Plymouth, parce que, seul dans le fief de la « Cordage Co », il pouvait facilement l'être ; et aussi parce que, en présentant aux jurés de Dedham un homme déjà marqué d'infamie par le jugement de Plymouth, on avait la quasi-certitude que les jurés de Dedham auraient prononcé le verdict de mort qu'en fait ils ne manqueraient pas de prononcer.

Tout cela est monstrueux et féroce, mais c'est la vérité.

Devant la Haute-Cour de l'Etat de Norfolk, à Dedham Mass, comparait en juin 1921 Nicola Sacco et Bartolomeo Vanzetti pour répondre de participation en commun dans le crime accompli à South Braintree, le 15 avril 1920.

Le juge Webster Thayer comme président, Frédéric Katzmann comme procureur général, assisté de Harold Williams, Fred H. Moore comme chef du Collège de la Défense.

A l'ouverture du processus, Dedham semble être en état de siège : la Cour est entourée et surveillée par de nombreux agents de la police d'Etat ; le pays est militairement occupé comme si l'on sentait la menace d'une insurrection à tout moment du débat.

La constitution du jury fut laborieuse : tard dans la soirée elle n'était pas encore achevée et, comme on avait épuisé toutes les réserves de candidats possibles, la Cour ordonna au Shérif de conduire devant la Cour tous les suspects que l'on pourrait ramasser. Le Shérif obéit et, ne trouvant personne autre, fit irruption avec ses agents dans une maison où l'on était en train de célébrer un mariage, ordonnant à tous les présents, l'époux y compris, d'avoir à le suivre.

Les témoins, défense et accusation,

étaient très nombreux. Les accusés n'avaient rien à ajouter à leurs précédentes affirmations. Ils sont anarchistes et ne le cachent pas ; ils sont innocents de la faute dont on les accuse ; ils ne pouvaient être à South Braintree le 15 avril 1920 à l'heure du crime.

Nicola Sacco qui particulièrement l'on accuse d'être l'assassin de M. Parmenter était au jour et à l'heure où se produisit le vol, à Boston, dans les bureaux du Consulat italien. Vanzetti ne s'éloigna pas de Plymouth durant toute cette journée.

En vérité l'accusation publique ne se préoccupe pas de porter des preuves à la charge de Vanzetti : déjà condamné à Plymouth, anarchiste, ami de Sacco avec lequel il avait été arrêté, il ne pouvait que subir le sort de son ami.

Un seul témoin, en fait, contre vingt qui assurèrent avoir vu Vanzetti à Plymouth le 15 avril (et il ne peut être difficile à un marchand ambulant de se faire voir dans un endroit où il est connu et où il exerce sa profession) déclara aux jurés qu'il lui « semblait reconnaître en Vanzetti un des voleurs ».

Contre Sacco s'acharnèrent toutes les armes de l'accusation. Quatre témoins déclarèrent explicitement reconnaître en lui le plus belliqueux des assassins de South Braintree, celui qui avait tiré le coup mortel sur Berardelli.

Ce sont : Mme Lola R. Andrews, Mr Carlos E. Goodridge, Mr Louis Pelser et Miss Mary Spaine.

Vingt-deux spectateurs du drame exclurent la thèse de la participation de Sacco et de Vanzetti. Avant ou le temps d'observer les agresseurs, ils se sentaient en mesure, avec une absolue certitude, de nier leur présence parmi eux. Nombreux sont les autres spectateurs qui affirmèrent que pris par la panique ils n'eurent pas la possibilité d'observer tout ce qui se passait et qu'ils ne sont par conséquent pas en mesure de procéder à des identifications.

Le capitaine Proctor, expert en armes à feu, déposa que le projectile extrait du corps de Berardelli appartenait à un revolver marqué « Colt » et que l'arme saisie sur Sacco était de la même marque et du même calibre.

Personne ne demanda au capitaine Proctor si le projectile en question pouvait être sorti précisément de l'arme de Sacco. Au contraire, le président donna cette circonstance comme établie.

Nous verrons, par la suite, la valeur de ces témoignages accusateurs ; pour aujourd'hui, sans rappeler tous les témoignages de haute valeur produits par la défense, nous dirons que Sacco apparaît comme un bon père de famille, travailleur et honnête, anarchiste militant, mais inattaquable. Les témoins qui vinrent déposer sur le caractère de Vanzetti, parmi lesquels il y avait le chef de la police de Plymouth, ne furent pas écoutés. M. Andover, secrétaire près le consulat italien de Boston, et d'autres employés, déposèrent sur la circonstance de la présence à Boston de Sacco le 25 avril.

Tout fut inutile : ils ne furent pas crus.

En quittant le jury, le président Webster Thayer rappela les circonstances du procès avec une partialité qui suscita les désapprobations des plus jaloux admirateurs de la justice et il conclut en disant qu'il ne pouvait subsister aucun doute sur la culpabilité des accusés et que « le fait d'en délivrer la Société était un acte aussi méritoire que l'héroïsme déployé par les « ours boys » contre les ennemis de la civilisation sur les champs de bataille de France ».

Et les jurés revinrent le 1^{er} juillet avec un verdict de condamnation pour double homicide « au premier degré », c'est-à-dire avec préméditation. Verdict qui comportait la peine de mort.

Sacco et Vanzetti sont, depuis ce jour, sur le seuil de la chaise électrique.

CESARE.

Aidez le Comité

Camarades,

Nous ne croyons pas nécessaire un appel trop long pour vous faire comprendre que l'agitation Sacco-Vanzetti que nous tentons de faire revivre en France nous porte à des dépenses qui ne pourront être affrontées qu'avec un suprême effort de solidarité.

Nous ne pouvons et ne voulons compter sur les seuls camarades d'Amérique si enthousiastes et solidaires de toute noble initiative. Jusqu'à aujourd'hui, la défense de Sacco et de Vanzetti a demandé des sacrifices économiques énormes ; il en faudra faire encore de plus grands. Pour cela, ne comptons que sur nous ici, en France.

En 1921, nous fîmes, à quelques-uns, modestement ce que nous dûmes faire. En 1925, nous voyons plus nombreux ; nous devons donc faire mieux et plus, sinon nous aurions perdu en qualité ce que nous avons gagné en quantité.

Mais nous ne nous décourageons pas. Nous savons qu'en travaillant pour la liberté de Sacco et de Vanzetti, nous sommes certains d'interpréter le sentiment intime de chaque camarade. Que chacun fasse donc de son mieux : conférences, meetings, fêtes au profit du comité, tout le possible afin de nous aider.

Dans les tranchées de la lutte de classe

Sauvons SACCO et VANZETTI !

Le "Non" du juge THAYER, par lequel se résume sa décision et qui refuse un nouveau procès à Nicolas SACCO et Bartoloméo VANZETTI est une gifle sur la figure de tous ceux qui défendent l'innocence des deux prisonniers.

En voyant s'apaiser l'agitation en faveur de SACCO et de VANZETTI, THAYER espérait l'abandon et le silence qui auraient assuré l'impunité morale à celui qui a violé la loi écrite en même temps que le sentiment supérieur de la justice innée dans l'âme du peuple.

Tandis que l'on faisait autour de SACCO et de VANZETTI la conspiration du silence, le juge se préparait à donner le dernier coup aux victimes de son arbitraire. **Thayer a refusé la révision.**

Une telle décision qui, en d'autres temps, aurait violemment ému l'opinion publique internationale, a passé, parmi la colère impuissante de quelques-uns et l'apathie du plus grand nombre, comme un fait divers banal, quelques protestations isolées, quelques meetings occasionnels et rien de plus.

C'est une honte !

L'ennemi peut en tirer cette conclusion que l'affaire SACCO et VANZETTI n'est plus faite pour passionner l'opinion publique. Si cela est vrai pour tous ceux qui ne se donnent à l'affaire que pour en tirer des avantages moraux et de la notoriété à bon marché, pour le politicien, pour le "philanthrope", pour le patriote qui mesurent à l'opportunité et à la convenance l'aide qu'ils apportent à une cause, cela ne peut pas, ne doit pas valoir pour ceux qui ont en commun avec les prisonniers qu'ils défendent l'idéal d'émancipation humaine, les joies et les douleurs des luttes du travail contre toute force d'esclavage.

C'est aux travailleurs, aux révolutionnaires, aux anarchistes que cet appel s'adresse.

A ceux-là nous avons le droit de demander qu'ils fassent tout leur devoir pour les deux condamnés, otages de la guerre de classe dans les mains de l'ennemi.

Que doivent-ils faire encore ? Les défendre jusqu'au bout !...

Dans les tribunaux et sur les places publiques.

Porter l'appel, contre la décision du juge, à la Cour suprême d'État!

Agiter partout où sont des travailleurs la cause de SACCO et de VANZETTI.

Donner aux prisonniers la plus grande assistance légale et la plus étroite assistance économique et morale.

Révéler le guet-apens judiciaire par la parole et par la presse.

Que l'on fasse partout des meetings.

Que l'on recueille des fonds.

Et que l'agitation s'élargisse et s'intensifie le plus possible, qu'elle se maintienne vivace.

La situation ne fut jamais aussi claire qu'aujourd'hui.

SACCO et VANZETTI ne comptent que sur la masse prolétarienne.

C'est mieux ainsi. Il ne pouvait humainement en être autrement. Ayant perdu l'espérance d'un facile triomphe les accapareurs de bienfaisance, les pêcheurs en eau trouble de la conciliation sociale se refroidissent.

SACCO et VANZETTI sont des nôtres.

Nous devons les défendre, avec toutes les énergies, par toutes les audaces, sans mesurer la solidarité économique et morale dont ils ont besoin.

Il n'est pas honnête de mesurer l'effort à fournir aux probabilités du succès.

Il pourrait ne rester qu'une probabilité sur cent. Il faudrait se battre pour celle-là, afin d'avoir pour soi la conscience d'avoir fait son propre devoir.

Où l'on croit à la cause pour laquelle on lutte ou l'on n'y croit pas. Le cas SACCO et VANZETTI est une cause politique; c'est une bataille politique. Nous devons tous faire des efforts pour la vaincre, même si les probabilités du succès s'évanouissaient. Justement à cause de cela.

Parlons clairement; nous ne voulons tromper personne; du train dont vont les choses, il y a bien peu à espérer de la Cour suprême. Nous pouvons presque prédire que celle-ci validera la décision du juge.

Est-ce pour cela que nous devrions atténuer notre œuvre et réduire la défense à une formalité judiciaire ?

Non, mes amis. Nous avons foi dans les masses ouvrières, toujours généreuses pour une bonne cause et dans l'imprévu qui a si souvent beau jeu dans les événements humains.

Nous avons dépensé des sommes énormes, mais il est nécessaire que nous en dépensions encore d'autres. Qui voudra mettre un prix à la vie de deux hommes, de deux militants de la cause prolétarienne ?

Le cas SACCO et VANZETTI doit revivre dans la conscience publique avec la passion de jadis.

Quelle que soit l'issue de ce drame judiciaire, il faut que les prisonniers entendent dans leur solitude la voix fraternelle des travailleurs, pour qu'ils ne se sentent pas abandonnés de ceux qu'ils ont tant aimés et pour lesquels ils souffrent depuis plus de quatre ans une épouvantable agonie.

Tous à l'action pour les libérer !

Ouvriers manuels et intellectuels; Hommes de conscience et d'idéal;

Joignez-vous tous à nous dans la campagne pour libérer les deux innocents et ne manquez pas d'assister à toutes les manifestations qu'organiseront en leur faveur le COMITÉ SACCO-VANZETTI, l'UNION ANARCHISTE et le COMITÉ DE DÉFENSE SOCIALE.

SACCO et VANZETTI espèrent en vous !

Cette page ne peut être affichée sur les murs extérieurs.

A travers le Monde

ALLEMAGNE

UNE MANIFESTATION POUR L'AMNISTIE

Les communistes organisent pour le 5 janvier, jour de l'ouverture du Reichstag, une importante manifestation à Berlin. Ils ont invité toutes les sections communistes du Reich à envoyer des délégués dans la capitale pour manifester en faveur d'une amnistie pour les condamnés politiques.

UN EMPLOYÉ DISPARAIT AVEC 250.000 MARKS-OR

Berlin, 3 janvier. — Le directeur d'un des bureaux de poste de Berlin étant disparu depuis plusieurs jours, une enquête fut ouverte qui révéla des détournements s'élevant à plus de 250.000 marks-or.

ANGLETERRE

LE GOUVERNEMENT CONSIDERE L'AFFAIRE ZINOVIEFF COMME CLOSE

Un communiqué officiel déclare que la nouvelle note adressée hier au Foreign Office par M. Rakowski, à propos de l'affaire Zinovieff, ne change rien à l'état de la question.

Depuis que le Foreign Office a remis sa dernière note au représentant russe à Londres, l'affaire Zinovieff est considérée par le gouvernement britannique comme définitivement classée.

ITALIE

MUSSOLINI PARADE

Mussolini a fait hier, devant la Chambre, des déclarations si attendues sur la politique intérieure du cabinet fasciste et, en bon comédien, il avait préparé son public. Les tribunes étaient absolument comblées par ses partisans et c'est par une ovation formidable qu'il fut accueilli. Il dut même attendre la fin de l'hymne fasciste « Giovinezza », entonné par le public, pour prendre la parole.

Ses coups de boutoir contre le « Parlement de l'Aventin » lui valurent les applaudissements enthousiastes des députés fascistes, parmi lesquels il put recréer — pour le moment du moins — l'« unanimité ».

« L'article 47 de la Constitution, dit-il tout d'abord, permet aux députés de traîner le gouvernement devant la Haute Cour, voulez-vous en profiter ? (Toute la Chambre cria : non ! non !) Alors, je vais me poser moi-même en accusateur. »

Comme si tout le monde ne savait pas que la Haute Cour est entre les mains du dictateur et que tous les juges lui sont vendus.

L'orateur ridiculisa les rumeurs répandues dans le public au sujet de l'existence d'une tcheka réactionnaire. « Nos adversaires, dit-il, se gardent bien de parler de la tcheka des Soviets qui assassina deux cent mille personnes. Me croyez-vous imbécile au point d'ordonner des assassinats après avoir prêché devant le Parlement la conciliation générale ? Mais alors que je parlais de paix, l'opposition gravissait l'Aventin, entreprenant contre moi une campagne infame. »

« Si vous êtes des bandits, je veux être votre chef »

M. Mussolini, après avoir rappelé le meurtre du député fasciste Casarini et donné les noms des fascistes assassinés par les communistes, s'écria : « On nous a appelés une bande de criminels, eh bien ! j'assume la responsabilité complète de tout ce qui a été fait par le fascisme. Si vous êtes des bandits, je veux être votre chef » (Applaudissements enthousiastes.)

« L'opposition de l'Aventin prépare la République. (Cris de : « Vive le Roi ! ») Cette opposition est responsable des actes terroristes qui se succèdent actuellement. Si j'avais employé la centième partie de l'énergie qui m'a été nécessaire pour dominer et contenir quelques-uns de mes amis, à lancer ces derniers contre nos adversaires, il n'y aurait plus d'opposition ; mais je suis décidé à n'employer la force que quand cela sera indispensable. »

Et M. Mussolini, salué par une interminable ovation, déclara qu'il restait au pouvoir, non par ambition, mais par amour pour l'Italie.

Chef de bandit ? Ah oui c'en est un vé-

ritable, et devant la provocation de son discours peut-on espérer du « Duce » un régime de calme et de paix ? Tant que Mussolini sera au pouvoir, la terreur régnera sur l'Italie, ce ne seront pas les Giolitti qui par leur action pacifiste arriveront à renverser cette canaille.

Il n'y a qu'un moyen, un seul : c'est d'opposer à la violence fasciste la violence prolétarienne. Mais tant que la classe ouvrière ne trouvera pas en elle-même la force nécessaire de résister au fascisme, l'Italie restera courbée sous le joug de la réaction, et le prolétariat sera sacrifié impitoyablement par Mussolini et ses suivants.

MEXIQUE

BLASCO IBANEZ BOYCOTTE

La colonie espagnole au Mexique vient de décider qu'elle boycottera les ouvrages de Blasco Ibanez en raison de la propagande de cet écrivain contre le roi Alphonse XIII.

La colonie a en même temps câblé au roi d'Espagne son adhésion aux principes monarchiques.

Si le régime d'Alphonse et de Primo de Rivera est si sympathique aux Espagnols résidant au Mexique, qu'attendent-ils pour traverser l'Atlantique pour venir habiter le pays de la dictature ?

Ils s'en gardent bien et se contentent, à l'abri de la répression et de la misère, de se faire les complices des torquemadas d'Espagne.

Plus coupables que les dictateurs, ce sont les véritables responsables du régime d'arbitraire qui sévit au-delà des Pyrénées.

PORTUGAL

LA RECONNAISSANCE DES SOVIETS

Le cabinet portugais a décidé de reconnaître le gouvernement des Soviets. Cette décision sera prochainement soumise à l'approbation du Parlement qui, certainement, ratifiera la décision gouvernementale.

Presque toutes les puissances européennes auront, avant peu, renoué des relations diplomatiques et commerciales avec la Russie.

RUSSIE

TROTSKY N'EST PAS INTERNE

L'Agence Reuter a reçu de l'ambassade russe de l'U.R.S.S. à Londres la communication suivante :

« L'ambassade de l'U.R.S.S. à Londres dément catégoriquement les informations concernant Trotsky, le commandant en chef « rouge », reproduites par la presse britannique. On a déclaré que Trotsky avait été arrêté et envoyé dans les environs de Moscou, où il aurait été interné dans l'ancien palais du prince Yussupov. En fait, Trotsky habite cette localité depuis ces quatre dernières années, non dans le palais en question qui a été transformé en musée, mais dans un modeste logement occupé autrefois par les serviteurs du palais. »

TURQUIE

DES CORVEES POUR L'ENTRETIEN DES ROUTES

On mande d'Angora que l'Assemblée Nationale turque vient d'adopter un projet de loi spécifiant que tous les hommes de dix-huit à soixante ans devront, chaque année, travailler pendant des périodes de six à douze jours, à l'entretien des routes nationales.

D'autre part, l'Assemblée discute actuellement un projet de loi portant création d'une taxe assez élevée sur les célibataires et les ménages sans enfants.

Naturellement, c'est encore sur les prolétaires que vont tomber ces corvées, car les riches auront toujours la possibilité, avec leur argent, de se faire remplacer. Quant aux gosses, c'est toujours pareil : les privilégiés paieront la taxe sans que cela les gêne, tandis que les pauvres bourgeois qui n'ont que leurs deux mains pour assurer leur existence, verront encore leurs moyens de subsistance réduits par la nouvelle loi.

Mais les lois ne sont-elles pas toujours faites en faveur des riches ?

En peu de lignes...

Une mort mystérieuse

Transportée à l'hospice des Petits-Ménages à la suite d'un malaise, Mme Marie Lesse, 34 ans, qui vivait avec l'Algérien Relhis, 80, rue Sadi-Carnot, était rentrée chez elle lorsqu'un soir elle succomba presque subitement. Le médecin de l'état civil ne put diagnostiquer les causes du décès et il a refusé de délivrer le permis d'inhumer. Le corps a été transporté à l'Institut Médico-Légal.

Ne descendez pas en marche

S'apercevant subitement qu'il avait oublié de descendre à la station du Nord-Sud « Pigalle », M. Joseph Luyet, entrepreneur de peinture, 45, rue de la Folle-Regnaud, voulut descendre alors que le train s'était de nouveau mise en marche. Serré entre la paroi du tunnel et le convoi, M. Luyet fut grièvement contusionné.

Morte dans un couloir

Le concierge de l'immeuble situé au 6, rue Saint-Nicolas, a découvert, hier matin, dans le couloir de la maison, le cadavre d'une femme inconnue. On croit que la mort fut accidentelle.

Sous les ponts de Paris

On a trouvé sans connaissance, hier matin, sous le pont des Invalides, un inconnu d'une vingtaine d'années, correctement vêtu. On enquête.

Le trottoir glissant

M. Alfred Hébert, 28 ans, employé de commerce, 11, rue Léon-Gambetta, à Drancy, fit une chute hier matin, boulevard Bonne-Nouvelle, et s'est fracturé la jambe droite.

Paralysé subitement

On trouve sur le trottoir, en face le n° 9, rue d'Argout, M. Henri Suallet, 45 ans, gardien de nuit, qui avait été subitement frappé de paralysie.

Il était sans travail, il se tue

Désespéré d'avoir perdu l'emploi qui lui faisait gagner son pain, M. Henri Tampe, 58 ans, monteur en fer, s'est pendu hier matin chez lui, 11, rue Danlon, à Montreuil-sous-Bois.

Surveillez les enfants

En jouant avec le feu, le jeune Jean Berthelot, âgé de deux ans, domicilié chez ses parents, 20, sentier de la Grande-Haie, à Sèvres, a communiqué le feu à ses vêtements, et est mort peu après. Sa grand-mère, en voulant lui porter secours, a été grièvement brûlée.

On arrête

Argentine Nordure, 18 ans, journalière au Perray, accusée d'avoir tué d'un coup de poing derrière la tête son enfant qu'elle venait de mettre au monde, a été arrêtée.

Les autos écrasent à Versailles

MM. Alfred Delandre, marchand de vins, 37, rue de Vergennes, et Clermont, demeurant 16, rue Montbaillon, ont été renversés et grièvement blessés : le premier, avenue de Paris ; le second, rue Clemenceau, par des automobiles qui ont pris la fuite.

Un tram tamponné par un train

Toulouse, 3 janvier. — Hier soir, un tram qui se dirigeait vers Saint-Simon, après avoir dépassé l'arrêt de la « Patte d'Oie », où la ligne du chemin de fer coupe la ligne du tram, fut tamponné par un train dont la locomotive heurta et réduisit en miettes la remorque.

Les rapaces

Marseille, 3 janvier. — Un ajusteur, qui devait 79 francs à son épier, reçoit de la femme de celui-ci cinq coups de revolver, qui le blessent grièvement.

Suicide par amour

Saint-Etienne, 3 janvier. — Un Lyonnais, Claude Ropers, 21 ans, habitant chez sa sœur, Mme Guichard, 25, avenue Galline, à Villeurbanne, était venu à Saint-Etienne pour faire une demande en mariage.

Ses avances ayant été repoussées par la jeune fille qu'il aimait, M. Ropers s'est tué d'un coup de revolver.

Un disparu s'était noyé

Dijon, 3 janvier. — Des recherches étaient faites pour retrouver M. Buson, em-

ployé de chemin de fer à Is-sur-Tille, qui était disparu depuis six semaines. Son cadavre, auquel manquait une partie de la figure, peut-être dévorée par les rats, a été retrouvé dans le Lignon, à Til-Châtel.

Dans la nuit

deux camions-auto se tamponnent

Chalon-sur-Saône, 3 janvier. — M. Mairillonnet, 42 ans, négociant en vins, à Eculis-ses, conduisait un camion auto chargé de fûts de vin, lorsque, dans un tournant dangereux, il ne vit pas, dans la nuit, un autre camion à l'arrêt, ses feux éteints.

Une collision terrible se produisit. Le négociant en vins eut la poitrine défoncée par le volant et expira. Le chauffeur, Joseph Mercier, 25 ans, qui conduisait le camion tamponné, sera poursuivi pour homicide par imprudence.

Mortelle expérience

Saint-Dié, 3 janvier. — M. Jean-Baptiste Havaire, entrepreneur, âgé de 34 ans, voulut expérimenter au Ban de Laveline une vieille poudre lorsqu'une explosion se produisit. Grièvement atteint, le malheureux a succombé.

Le jeune journaliste s'était suicidé

Montpellier, 3 janvier. — Le jeune Lavit, directeur de la « Gazette Théâtrale de Montpellier », trouvé mort dans une vigne, ainsi que nous l'avons annoncé hier, s'était suicidé pour un motif d'ordre intime.

Pilleurs de villas arrêtés

Versailles, 3 janvier. — La première brigade mobile vient d'arrêter quatre individus, les nommés Bevin, Leloup et les frères Joachim et Eugène Ladoré, auteurs de plusieurs cambriolages dans la région de Sèvres et de Ville-d'Avray. Ils avaient dérobé un certain nombre d'objets mobiliers.

Ils ont, en outre, avoué avoir cambriolé, dans le courant du mois de mai, la villa de M. Meaux Saint-Marc, à Ville-d'Avray. Tous quatre ont été écroués à la prison de Versailles.

Après boire

Boulogne-sur-Mer, 3 janvier. — Au Touquet-Paris-Plage, un ouvrier plombier belge, Eustache Becal, originaire de Maestricht, a été trouvé mort dans son lit, la tête et l'abdomen couverts d'ecchymoses.

L'enquête a établi que le défunt et son compagnon de chambre, un autre belge nommé Van Offhalsens, étaient rentrés la veille au soir ivres et avaient passé une partie de la nuit à se battre.

A coups de marteau

Orléans, 3 janvier. — Un inconnu, âgé d'une cinquantaine d'années, vêtu d'un complet de travail, pénétra chez Mlle Quérin, 65 ans, débitante, rue d'Angleterre, et se faisait servir du vin.

La sœur de la débitante s'étant absentée, le consommateur se leva, se précipita sur Mlle Quérin et lui jeta une poignée de poivre dans les yeux. Brandissant alors un volumineux marteau, il en assena des coups redoublés sur la tête de la malheureuse. Puis l'étrange consommateur s'enfuit.

Deux individus suspects ont été arrêtés, mais on croit que leur arrestation ne sera pas maintenue.

LA TEMPÊTE

En raison du mauvais temps, tous les services aériens sont supprimés pour aujourd'hui.

Le cargo « Dahomey » s'est trouvé en danger grave au large de Lorient. Cette nuit, un premier S.O.S. parvint à la préfecture maritime de Penmarc'h, où le bâtiment se trouvait à vingt milles à l'ouest, signalant que ses machines allaient stopper, et réclamait des remorqueurs d'urgence.

Trois vapeurs : « Croise » de Brest, « Puissant » et « Tourbillon », se rendirent à son appel. Mais à sept heures ce matin, le « Dahomey » annonçait que, désespéré, il reconnaissait Groix en dérivant toujours.

Enfin, un peu avant midi, un radio-télégramme rassurant les autorités maritimes. Le bateau, remorqué par le « Tourbillon », faisait route sur Belle-Ile. Mais les attaches se rompirent, et le « Dahomey » repartit à la dérive. Et ce aux étonnés de l'équipage l'échouage se fut évité, mais la position du navire reste toujours critique.

Des inondations sont signalées dans les vallées de la Canche, entre Elaples et Montreuil, et de la Liane, entre Boulogne et Hesdigneul, à la suite des pluies de ces derniers jours.

Dans la vallée de la Liane, une grande surface de pâtures et champs est sous l'eau le long de la voie ferrée Paris-Boulogne.

L'ancien bagnard Danval vient de mourir

Le pharmacien Danval, condamné aux travaux forcés à perpétuité en 1878 pour empoisonnement de sa femme, avait été gracié quelques années avant la guerre, puis réhabilité en janvier 1924.

Il n'avait été condamné que parce que les viscères de Mme Danval, à l'examen toxicologique, avaient décelé la présence d'une très faible quantité d'arsenic.

Or, depuis la découverte de M. Kohn-Albret, établi que ce poison est en suspension dans l'organisme à l'état normal.

M. Danval, réhabilité à 80 ans, s'était retiré à Malakoff ; mais récemment, le vieillard était pris de troubles cérébraux et hospitalisé à l'asile de Sainte-Anne.

C'est là que vient de succomber cette victime des experts qui basent les certitudes les plus effroyables sur des données que la science condamnera plus tard !

Qu'est-ce que c'est ?

Nous avons entre les mains un chiffon de papier intitulé : « Qu'est-ce que l'Union Civique ? »

Ce chiffon l'explique ingénument et ignoblement à la fois.

L'Union Civique prétend être un « syndicat de citoyens » prêts à servir de volontaires au Capital en danger. C'est à la fois abuser de la dénomination de « Syndicat » et confondre citoyen avec esclave.

L'U.C. prétend à la fois agir contre personne et briser les grèves. Ça, c'est un double mensonge et une immonde hypocrisie.

L'U.C. affirme que c'est le public qui profitera de son fascisme. Tous les accidents qui arriveront, dans la dernière grève des transports, ou des treuillages conduisant les autobus comme des fous, ne sont pas faits pour convaincre le public de la véracité de cette affirmation.

L'U.C. tape ! L'U.C. recrute parmi les déchets bourgeois ! L'U.C. assure ! L'U.C. fournit des emplois ! Qu'est-ce que c'est ? C'est un état dans l'Etat, un fascisme dans le parlementarisme.

UN AUTRE SAVANT EST MORT

Le chimiste Dementriou

La mort faucha les têtes pensantes.

Hier matin, est mort, à l'hôpital Tenon, le chimiste Dementriou, victime, comme son collègue Bergonié, de son dévouement à la science.

Comme lui, il ne veut aucune pompe d'aucune sorte à ses obsèques. La plus absolue, la plus stricte simplicité. Cela nous change, des hommes pareils, dont toute la vie fut consacrée au progrès humain, des universitaires gradés, bavards et prétentieux qui seront enterrés avec discours et orgues.

Quelle leçon pour les inutiles mandarins qui croient avoir tout fait lorsqu'ils ont aligné des phrases ou écrit quelque gros infolio compilé de-ci de-là !

Le radiographe Bergonié avait eu, hier, notre tribut d'hommages et d'admiration. Aujourd'hui, nous l'envoyons, par delà le tombeau, au chimiste Dementriou !

LES CINQ FRANCS MENSUELS

du quotidien anarchiste

PREMIERE LISTE DE LA 7^e TRANCHE

Reçu par l'Administration :

Nozzani Félix (2) ; Jean Mathé ; Y... ; Tosco Giuseppe (4) ; Cassinelli Anacleto ; Cavina Mario (2) ; Traversi Carlo (2) ; Maggi Giovanni (2) ; Massocchi Carlo (3) ; Massocchi Giuseppe (2) ; Fromi Paolo (3) ; Cucchi Alessio (2) ; Demaldé (2) ; Guglielmini Mario (4) ; Ça n'a pas d'importance ; Demol (2) ; Louis S. ; André Lemoine (4) ; Tavar Joseph ; Perron ; Lemaire ; Deux Toiliers de chez Boulouge (2) ; Raiter ; Henaux, Paris ; Loyst, Reims ; Georges ; Leclerc ; Boudou Alfred, Pré-Saint-Gervais (4) ; Beaudichon ; Briollet ; Morin ; Piteux ; Poncharaud ; Honorio (2) ; Tabary ; Collecte faite par Georges Desmange au cours d'une soirée entre amis (2) ; Emile ; Graine, Courbevoie, 3 mois (6) ; Rousseau ; Thony Charrel, Amélie (7) ; Pabis ; Eras Arthur (4) ; Pierre ; Armoni (2) ; S. A. ; Un Belge de Reims ; Rouve, de Nancy, à Boulogne.

Reçu par chèques postaux :

La Petite Georgette et Delarue, Nogent (Oise) ; Delorme, Gers ; Tasa, Alger (4) ; Razat Félix, Toulouse (2) ; Chéron Baptiste (2) ; Gouttenoire Pierre, Lyon ; Mme Navarro, Marseille (2) ; Rojo Jean, à Courson, Buenaventura, Châtillon-sur-Seine ; L. Moreau, Trélazé ; J. Croulon, Agen.

Total de la présente liste : 530 fr. 20.

FEUILLETON DU LIBERTAIRE DU 4 JANVIER 1925. — N° 190.

Illusions perdues

par Honoré de Balzac

TROISIEME PARTIE

Les souffrances de l'inventeur

Le prêtre espagnol ne répondit rien, et Lucien se dit :

— Le voilà pris, il se moquait de moi. Un instant après, l'Espagnol et le poète étaient remontés en voiture silencieusement.

Silencieusement, le prêtre mit la main à la poche de sa voiture, il en tira ce sac de peau fait en gibecière divisé en trois compartiments, si connu des voyageurs ; il ramena cent portagaïses, en y plongeant trois fois sa large main, et y plongea chaque fois pleine d'or.

— Mon père, je suis à vous, dit Lucien ébloui de ce flot d'or.

— Enfant ! dit le prêtre en baissant Lucien au front avec tendresse, ce n'est que le tiers de l'or qui se trouve dans ce sac, trente mille francs, sans compter l'argent du voyage.

— Et vous voyagez seul ?... s'écria Lucien.

— Qu'est-ce que cela ? fit l'Espagnol. J'ai pour plus de cent mille francs de traites sur Paris. Un diplomate sans argent, c'est ce que tu fais tout à l'heure : un poète sans volonté.

Au moment où Lucien montait en voi-

ture avec le prétendu diplomate espagnol, Eve se levait pour donner à boire à son fils, elle trouva la fatale lettre et la lut. Une sueur froide glaça la moiteur que cause le sommeil du matin, elle eut un éblouissement, elle appela Marion et Kolb.

A ce mot : « Mon frère est-il sorti ? », Kolb répondit :

— Oui, montame, avant le chour !

— Gardez-moi le plus profond secret sur ce que je vous confie, dit Eve aux deux domestiques, mon frère est sans doute sorti pour mettre fin à ses jours. Courez tous les deux, prenez des informations avec prudence et surveillez le cours de la rivière.

Eve resta seule, dans un état de stupeur horrible à voir. Ce fut au milieu du trouble où elle se trouvait que, sur les sept heures du matin, Petit-Claud se présenta pour lui parler d'affaires. Dans ces moments-là, l'on écoute tout le monde.

— Madame, dit l'avoué, notre pauvre cher David est en prison, et il arrive à la situation que j'ai prévue au début de cette affaire. Je lui conseillais alors de s'associer pour l'exploitation de sa découverte avec

ses concurrents, les Cointet, qui tiennent entre leurs mains les moyens d'exécution ce qui, chez votre mari, n'est qu'à l'état de conception.

Aussi, dans la soirée d'hier, aussitôt que la nouvelle de son arrestation m'est parvenue, qu'ai-je fait ? Je suis allé trouver MM. Cointet dans l'intention de tirer d'eux des concessions qui pussent vous satisfaire. En voyant défiler cette découverte, votre vie va continuer d'être ce qu'elle est : une vie de chicanes où vous succumberez, où vous finirez, épuisés et mourants, par faire, à votre détriment peut-être, avec un homme d'argent, ce que je veux vous voir faire, à votre avantage, dès aujourd'hui, avec MM. Cointet frères. Vous économiserez ainsi les privations, les angoisses du combat de l'inventeur contre l'avidité du capitaliste et l'indifférence de la société. Voyons ! si MM. Cointet payent vos dettes... si, vos dettes payées, ils vous donnent encore une somme qui vous soit acquise, quels que soient le mérite, l'avenir ou la possibilité de la découverte, en vous accordant, bien entendu toujours, une certaine part dans les bénéfices de l'exploitation, ne serez-vous pas heureux ?... Vous devez, vous, madame, propriétaire du matériel de l'imprimerie, et vous la vendez sans doute, cela vaudra bien vingt mille francs, je vous garantis un acquiescement à ce prix.

Si vous réalisez quinze mille francs par un acte de société avec M. Cointet, vous auriez une fortune de trente-cinq mille francs, et au total actuel des rentes, vous feriez deux mille francs de rente... On vit avec deux mille francs de rente en province. Et, remarquez bien, madame, que vous auriez encore les éventualités de vos associations avec MM. Cointet. Je dis éventualités, car il faut supposer l'insuccès. Eh bien, voici ce que je suis en mesure

de pouvoir obtenir : d'abord, libération complète de David, puis quinze mille francs remis à titre d'indemnité de ses recherches, acquis sans que MM. Cointet puissent en faire l'objet d'une revendication, à quelque titre que ce soit, quand même la découverte serait improductive ; enfin, une société formée entre David et MM. Cointet pour l'exploitation d'un brevet d'invention à prendre, après une expérience, faite en commun et secrètement, de son procédé de fabrication, sur les bases suivantes : MM. Cointet feront tous les frais. La mise de fonds de David sera l'apport du brevet, et il aura le quart des bénéfices. Vous êtes une femme pleine de jugement et très raisonnable, ce qui n'arrive pas souvent aux très belles femmes ; réfléchissez à ces propositions et vous les trouverez très acceptables...

— Ah ! monsieur s'écria la pauvre Eve au désespoir et en fondant en larmes, pourquoi n'êtes-vous pas venu hier au soir me proposer cette transaction ? Nous eussions évité le déshonneur, et... bien pis...

— Ma discussion avec les Cointet, qui, vous avez dû vous en douter, se cachait derrière Mévior, n'a fini qu'à minuit. Mais qu'est-il donc arrivé depuis hier soir qui soit pire que l'arrestation de notre pauvre David ? demanda Petit-Claud.

— Voici l'affreuse nouvelle que j'ai trouvée à mon réveil répondit-elle en tendant à Petit-Claud la lettre de Lucien. Vous ne pouvez en ce moment que vous vous intéressiez à nous, vous êtes l'ami de David et de Lucien, je n'ai pas besoin de vous demander le secret...

— Soyez sans aucune inquiétude, dit Petit-Claud en rendant la lettre après l'avoir lue. Lucien ne se tuera pas. Après avoir été la cause de l'arrestation de son beau-frère, il lui fallait une raison pour vous quitter,

et je vois là comme une tirade de sortie, en style de couillasse.</

L'Action et la Pensée des Travailleurs

APPEL AUX TRAVAILLEURS DU BATIMENT

Contre le Fascisme

L'année 1925 commence bien pour les provocateurs fascistes. A Douarnenez, le sang ouvrier vient de rougir le pavé.

Les faux syndicalistes, les jaunes de la rue Bonaparte, les criminels de la bande Lysis et consorts, ont semé leur œuvre de mort dans le petit pays breton.

Le patronat capitaliste a depuis longtemps armé le bras de ces faux-frères; la réaction provocante, appuyée de grands scélérats, organise au grand jour les ligues fascistes sous le couvert de syndicats soldant ouvriers, ce qui est faux.

Devant cela, et de toutes nos forces, nous crions: Assassins!

Devant ce nouveau crime fasciste, travailleurs, organisations-nous. Les syndicats, les syndicalistes doivent être à la hauteur de leur tâche. Qu'ils mobilisent leurs forces, qu'ils réunissent leurs efforts contre les syndicats fascistes, jaunes, verts, et le fascisme sera vaincu.

Tous les travailleurs sauront recevoir comme ils le méritent les agents provocateurs qui n'hésitent pas à accomplir ces criminels besoins pour briser les légitimes revendications ouvrières.

L'heure est venue où tous les travailleurs doivent s'entraider. Une vigilance de tous les instants doit s'exercer de tous les côtés. Une formidable protestation doit surgir du sein des ouvriers du bâtiment. Une coalition révolutionnaire s'impose pour barrer la route aux réacteurs et avancer l'heure de la libération du prolétariat.

Contre la réaction, contre le patronat fasciste.

Tous à l'action.

La Fédération du Bâtiment.
La 13^e Région Fédérale.

P. S. — Que dans tous les chantiers et ateliers la solidarité s'exerce pour les grévistes. Que tous les fonds soient envoyés au camarade Forget, 33, rue de la Grange-aux-Belles, qui les transmettra au comité de grève.

A ROUBAIX

Manœuvres du Consortium Textile

Depuis plus de 6 mois il existe une grève à la filature Glorieux, avec peu d'espoir de la voir finir à l'avantage des exploités. Un certain D... de la rue Ingres, à la sold du consortium textile de Roubaix, se rend au domicile des ouvriers de l'usine en grève dont la plupart sont occupés dans d'autres usines et les met en demeure d'avoir à prendre leur compte où ils travaillent et de retourner de suite chez le Glorieux en question, voici un fait typique qui en dit long.

Le triste sire, cité plus haut, se rendit chez un ouvrier de la rue de Bouvines, dont les enfants travaillent dans une usine Maufait, et le mit en demeure d'obliger ses enfants à prendre sur-le-champ leur compte et de retourner à l'usine Glorieux, toujours en grève (ajoutant que plus de 30 ouvriers avaient repris le travail). Le père protesta contre cette manière d'agir, déclarant que ses enfants ne quitteraient pas l'usine où ils étaient, ce qui ne fit pas l'affaire du larbin qui se retira, se promettant d'avoir raison et le soir, à l'usine Maufait l'on songeait purement et simplement, sans plus d'explications les enfants de l'ouvrier en question, les obligeant donc à trahir leurs camarades en grève.

Devant cette situation et la nécessité de vivre, dans cette grande famille ouvrière, (7 ou 8 gosses), force fut donc à la mère de conduire une de ses filles, le lendemain, à l'usine Glorieux pour reprendre le travail et qui, à sa grande surprise, lui fut communiqué que si l'on prenait sa fille elle se trouverait seule puisque personne ne travaillait depuis six mois.

Voilà donc qui est net, les larbins du consortium agissent par les moyens les plus répugnants pour briser l'énergie de nos vaillants camarades qui luttent depuis plus de six mois contre la rapacité patronale. Encourageons-les dans leur résistance, car ces manœuvres ne sont que la preuve que leurs exploités sont à bout et que l'heure est proche où ils mettront les pouces.

Ajoutons que le père de ces enfants est allé trouver ce triste sire pour lui réclamer le paiement du salaire perdu par ses gosses, si nécessaire à son foyer par les temps de vie chère que nous traversons, ce pleure ne trouva qu'un bafoillage, déclarant qu'il n'était pas la cause de cette perte de travail.

Salaud, va!!!

VALLEZ Constant.

Souscrivez à l'emprunt du "Libertaire"

Pour assurer l'existence de notre quotidien, le Conseil d'administration a décidé de demander à deux mille camarades de souscrire 50 francs, en une ou plusieurs fois.

N'attendez pas. Si vous le pouvez, envoyez de suite le montant de votre souscription.

Gi-joind la somme de francs, montant de obligation... que je souscris pour le second emprunt du "LIBERTAIRE" quotidien.

Nom

Adresse

Envoyez ce bulletin à H. DELECOURT, administration du "LIBERTAIRE", 9, rue Louis-Blanc.

Utilisez notre chèque postal.

LA DEFENSE DU DROIT DIVIN

PAR L'ASSASSINAT

Le droit divin se défend à Douarnenez. Qu'est-ce le droit divin?...

En un mot c'est le droit pour les riches de posséder sans travailler et le devoir pour les ouvriers de travailler sans posséder.

Ce droit est délégué par Dieu aux patrons qui sont ses représentants sur la terre.

Avant la révolution, les monarchies avaient sur les peuples le même droit d'autorité. Cette autorité de droit divin la Révolution de 89 la supprima au point de vue politique et la conserva au point de vue économique, dans l'usine. La prochaine révolution doit détruire celui-ci comme nos pères de 89 abolirent celui-là. La classe ouvrière conteste aujourd'hui la légalité de ce droit, grâce auquel les patrons exploitent les ouvriers et s'enrichissent de leur travail.

Au nom de la moralité du travail elle proclame ce nouveau droit qui contient le principe d'une nouvelle morale: qui ne travaille pas ne mange pas.

Sous la poussée de leurs ouvriers, les patrons de Douarnenez sentent monter la vague révolutionnaire qui détruira leurs privilèges, leur droit de s'enrichir du travail d'autrui.

Et devant cette volonté prolétarienne, apeurés, ils se défendent par la violence des armes.

Mais pas assez courageux pour se défendre eux-mêmes, ils emploient pour cela des individus à leur solde, empruntés à l'organisation des jaunes: la Bourse libre du Travail de la Démocratie Nouvelle.

Ces jaunes sont connus du syndicat du bâtiment. Le S.U.B. flétrit leur crime ignoble. Il crie de toutes ses forces à ses frères de Douarnenez: **Courage, camarades, votre lutte est nôtre!** Du cœur et de l'esprit, les travailleurs du bâtiment sont avec vous.

Le S.U.B.

Aux Travailleurs de la pierre

Le conseil proteste contre les calomnies lancées à l'égard de notre camarade Blois, secrétaire, et d'autres militants de l'organisation et donne confiance à son secrétaire en le remerciant de l'effort apporté pour la bonne marche du syndicat. Le conseil est donc ainsi composé pour 1925:

Blois, secrétaire; Jolivet, secrétaire-adjoint; Pieplu, trésorier; Quélier André, adjoint; Lamadon, Courtaud, Siguret Maurice; Chévenet, Chave Louis, Anclair Charles, Sinturet, Coffinet, Guillin, Masson, Frimbois.

J. BLOIS.

Minorité du Livre

La réunion qui devait avoir lieu ce matin 4 janvier est reportée à dimanche prochain par suite de circonstances nouvelles.

Le Secrétaire.

UNION DES SYNDICATS DU RHONE

Aux ouvriers serruriers de Lyon

Les ouvriers serruriers syndiqués, réunis à la Bourse du Travail, le mardi 30 décembre, sur convocation du Bureau, après avoir entendu le compte rendu de la délégation au C. N. du Bâtiment ainsi qu'à la conférence minoritaire de Paris, protestent contre l'attitude scissionniste de la C. E. et du Bureau confédéral aux ordres du parti communiste. D'autre part, après avoir constaté la carence de la vieille C. G. T. en ce qui concerne les possibilités de réalisation d'unité, ils s'engagent à rester unis dans leur syndicat en dehors des deux C. G. T., annexes de partis politiques différents, mais poursuivant le même but: la conquête du pouvoir au détriment des travailleurs.

Ils décident de poursuivre l'œuvre de redressement du syndicalisme, en accord avec l'U. D. du Rhône; la Fédération du Bâtiment et l'U.F.S.A. et invitent tous les corporants à rejoindre l'organisation syndicale, seule arme efficace aux mains du prolétariat.

Samedi, de 16 heures à 19 heures, permanence au siège de l'Union des Syndicats du Rhône, 86, cours Lafayette, adhésions et cotisations.

Le Syndicat des ouvriers serruriers de Lyon.

Un congresso d'Ordine del governo di Mosca

AI COMPAGNI DELL'ARTE EDILE EMIGRATI IN FRANCIA

La stampa comunista darà una grande importanza, esalterà i risultati del Congresso degli pseudosindacati edili, tenutosi a Parigi nei giorni 29-30 dicembre 1924.

Congresso. — Di cui la grande maggioranza dei delegati rappresentavano se stessi, oppure il loro gruppo comunista, insignificante, impotente, incapace di qualsiasi azione corporativa, sindacale e rivoluzionaria dato che i veri e propri rappresentanti della nostra corporazione, della nostra vecchia e gloriosa Federazione Nazionale Edile erano assenti.

Congresso. — Di cui tutte le spese furono sostenute dalla C.G.T.U., la quale sfruttando la vostra buona fede, abusando delle somme versate da voi per le quote pagate, cerca e vuole rendervi schiavi inconsapevoli del partito comunista — per essere più nel vero — del governo di Mosca il quale impone la convocazione del congresso in parola.

Congresso. — Senza seguito, che deve servire però parecchi interessi, infinite ambizioni di cui enumeriamo le principali:

1° Creare un altro gruppo di burocrati accanto alla lunga, inutile e dannosa catena di quelli già esistenti alla C.G.T.U.;

2° Far vivere un certo numero di uomini insipienti, inetti, di fannulloni senza volontà né capacità professionale che completano così la numerosa famiglia delle sanguisughe che succhiano il sangue di quei proletari, che versano in buona fede le loro quote alla C.G.T.U.;

3° Servire la ambizione, la presunzione, l'autoritarismo dei dirigenti la C. G. T. U., della U. D., della Senna, che rappresentano la sagrestia della chiesa moscovita, i desideri borghesi ed imperialistici del governo di Mosca.

Laboratori compagni!

Tutte le calunnie, le ingiurie lanciate contro chi non vuole ubbidire ai nuovi tiranni mascherati di un drappo rosso, non tarderanno a dimostrarsi tutta la infondatezza delle loro gesuitiche affermazioni.

Con la nostra inimitata e mai smentita franchezza e sincerità sopra tutto nei momenti critici e dolorosi come questi diciamo di vigilare anche di noi, perché nessuno possiede il segreto della verità: assoluta e rivelata!

Per la difesa dei nostri interessi, del nostro benessere, minacciati ogni ora, ogni giorno, da una pleiade di avversari, di nemici della classe operaia, per l'avvenire nostro, dei nostri figli, della Umanità che soffre, che aspira esser libera dai vecchi e nuovi padroni, vi esortiamo a riflettere, non lasciatevi ubbidire da una falsa demagogia, aspettate, siate fedeli solo in voi, nei vostri sindacati — momentaneamente autonomi — il grande giustiziere vi verterà nel contempo, l'avvenire, di là se abbiamo errato sul giudizio su gli uomini, gli avvenimenti, su l'avvenire nostro!

Parigi, 3 gennaio 1925.

V. MESSEROTTI.
Della vecchia Federazione
Nazionale Edile,
33, rue Grange-aux-Belles.

Les huit heures des cheminots

Le Conseil d'Etat est saisi de deux projets de décrets modifiant les conditions actuelles de travail des différents services de chemins de fer. Il s'agit d'abord de modifier le décret pris par M. Le Troquer en 1922 et réglementant le travail des services sédentaires des réseaux (gares, voies, bureaux, ateliers, etc...), suivant les termes de la loi de huit heures. Il s'agit également de modifier les conditions d'application de cette loi de huit heures aux services roulants, conditions qui sont, jusqu'à présent, déterminées par divers arrêtés ministériels de 1919.

Actuellement, pour les services sédentaires, les huit heures sont calculées sur l'année entière. Pour satisfaire aux journées saisonnières, auxquelles est soumis le trafic des chemins de fer, celui-ci dispose d'un crédit de 450 heures supplémentaires.

Dans ce nouveau projet, le calcul des huit heures se fera sur 90 jours et le crédit des heures supplémentaires serait ramené de 450 à 250 par an.

Le décret de 1922 notait que pour les agents à service continu, la présence n'était pas du travail, le nouveau décret prévoit que la présence comptera pour un quart de temps de travail.

Si le projet était adopté, on a évalué approximativement le chiffre de dépenses nouvelles, qui s'élèverait à 80 millions de francs environ.

Le Comité Central de la Fédération Internationale des ouvriers sur métaux

Le Comité central de la Fédération Internationale des Ouvriers sur Métaux se réunira à Paris, aujourd'hui 4 janvier. C'est la première fois depuis la guerre que les représentants des différentes organisations nationales métallurgiques adhérentes à la Fédération Internationale se réuniront en France.

L'ordre du jour porte les questions suivantes:

1° Rapport du secrétaire;
2° Discussion sur la situation des hauts fourneaux, durée du travail, salaires, mesures de lutte éventuelle;
3° Discussion sur la situation de l'industrie métallurgique dans les différents pays: durée du travail, conditions de travail, salaire, etc., etc.

Ces deux questions se rapportent à l'application internationale de la loi de huit heures.

Aux syndiqués de l'O. T. L.

La situation se complique et s'aggrave en raison de l'attitude déplorable de certains membres du bureau.

Pour éclaircir cette affaire, vous avez organisé des réunions dans la plupart des dépôts où des explications sérieuses et fondées ont été apportées par des camarades chargés d'enquêter sur les agissements de ces gens en qui vous aviez placé votre confiance. De leur enquête on comprit nettement que l'influence des délégués agissait seule sur les décisions des assemblées. D'ailleurs, des précédents ont été prouvés. A-t-on demandé aux syndiqués leur avis pour l'adhésion à l'Union des syndicats? Y a-t-on les cotisations au prorata du nombre d'adhérents?

A cette époque certains camarades avaient, par leur initiative, mis l'idée de se placer dans l'autonomie afin de couper les vivres aux profiteurs de la C.G.T. qui continuent encore à vivre sur votre dos. Ces camarades ne vous demandaient pas d'adhérer à la nouvelle C.G.T. qui, on s'en doutait bien, ne ferait pas meilleure besogne, puisque les fonctionnaires qui en prenaient la direction étaient inféodés à la politique au même titre que ceux de la C.G.T. les uns au parti communiste, les autres au parti S.F.I.O. Donc, camarades, allez-vous vous laisser conduire ainsi? Vous devez constater les agissements de la Compagnie à votre égard, les punitions arbitraires pleuvent dru comme grêle. Votre syndicat n'a plus aucune influence et cependant vous avez à la tête deux ou trois permanents, que font-ils? Sont-ils là pour la mensualité?

Il est urgent que vous preniez une attitude vraiment syndicaliste afin que vous déterminiez votre action pour faire respecter vos droits et vos intérêts, car c'est en 1925 que vos revendications arrivent à expiration, il faut y songer, pour cela prenez vos mesures et visez d'abord vos écuries, de façon que ceux que vous aurez choisis répondent bien à vos exigences, de la besogne et de la bonne!

Un wattman révolutionnaire.

Et le train roulait?...

Il y a des moments où, me remémorant le mouvement de 1920, je pense que s'il eût été compris et réussi, nous n'aurions pas à déplorer un état de choses où l'impéritie dirigeante le dispute à l'absurdité de principes très administratifs. Les faits: Un train part de Saint-Lazare à 9 heures du matin, à destination de Dieppe, avec une machine dont l'état de fonctionnement est tel qu'au premier arrêt, trente kilomètres du départ, on est forcé de la différer. C'est une gare avec dépôt important, où il y a de bonnes machines, capables de remplacer leur sœur avariée. Mais, oh! pardon, doucement: c'est une gare mixte dont la principale gérance appartient au réseau Nord, et la machine en panne est du réseau Etat. Situation complexe, qui force le sous-chef de gare Nord à avouer que si le train qui appartient à son réseau, l'affaire était tout de suite résolue; mais impossible de faire quelque chose en l'occurrence. Total (attente d'une machine même réseau), une heure de perdue pour les voyageurs! Il me semble pourtant, à mon humble avis, que lorsqu'il s'agit d'une petite, oh! bien modeste augmentation de tarifs, il n'y a pas un instant d'hésitation: il y a une grande unanimité. Pas de différence de Nord à Etat ou autres! Mais là, il s'agit de l'intérêt direct des compagnies et, dans le fait relatif à-dessus, c'est l'intérêt public qui est en jeu. Eh bien! pauvre public, lorsque tu seras, avec Proudhon d'accord, lorsqu'il écrivait, vers 1870, que les réseaux de chemins de fer étaient gérés et dirigés de façon que l'intérêt public soit urgent fasse toujours place à l'intérêt privé si despotique, tu ne voudras peut-être plus être le bon émissaire et, peut-être là, poseras-tu les conditions de droit, en opposition au régime d'absolutisme et d'arbitraire actuel.

J. CHEMINOT.

Appel

Tous les copains disponibles dimanche matin, munis d'un permis de colporteur ou non, sont convoqués à neuf heures quinze, aux bureaux du journal, rue Louis-Blanc.

La Librairie sociale

9, rue Louis-Blanc, Paris (10^e)

Nous avons reçu le tableau en couleurs.

VISION ULTIME

Vision grandiose de Ferrer le jour de son exécution.

Prix: 3 fr. franco, recommandé, 3 fr. 50.
Le même sujet en carte postale: 0 fr. 35.

Jean MARESTAN

L'Education sexuelle

Tous ceux qui désirent se documenter sur la question sexuelle et son hygiène liront ce livre avec intérêt.

En vente à la Librairie Sociale

Prix: 7 francs; franco, 7 francs 50
9, rue Louis-Blanc, Paris (10^e)

Chèque postal: Devry 619-53

PETITE CORRESPONDANCE

Comité Sacco-Vanzetti, Boston. — Bien reçu. Merci et salut à tous. — Viola.

Les copains de Toulouse qui voudraient des nouvelles du camarade Pablo Martin, actuellement à l'hôpital, n'ont qu'à écrire à Fernand Lourido, cours Gerriat, 89, chez Allemany, Grenoble (Isère).

Dauphin-Meurier veut-il, oui ou non, passer voir Chazoff au journal dans les vingt-quatre heures?

Deux Thunes reçues, enregistrées le 14 décembre, 2 heures, et passées dans la liste du 20 du même mois.

Communiqués syndicaux

Union Fédérative des Syndicats Autonomes de France. — Réunion de la Commission provisoire demain lundi 5 janvier, à 20 h. 30, lieu habituel.

Chauffeurs, Conducteurs, Mécaniciens, Industries Electriques. — Réunion du Conseil syndical ce matin, à 9 heures précises, à la permanence, Bourse du Travail, 2^e étage, bureau 10.

Coiffeurs Autonomes. — Permanence demain lundi, de 14 heures à 17 heures, 51, rue du Château-d'Eau, café des Ardennais.

Les cartes de 1925 seront à la disposition des camarades.

De permanence, Lamy-Leroy.

Scieurs, Découpeurs, Mouturiers. — L'assemblée générale de l'organisation doit se tenir le samedi 17 janvier, à 20 h. 30, Bourse du Travail.

Tous les camarades doivent faire la propagande nécessaire pour que les camarades de la corporation y viennent nombreux. Un ordre du jour très important sera discuté, entre autres le décret d'administration publique intéressant la corporation pour les huit heures. De plus, le secrétaire général étant à bout de mandat, il sera pourvu à son remplacement. Les camarades désireux de poser leur candidature doivent envoyer leurs nom et adresse avant le 10 janvier.

Les cartes 1925 sont à la disposition des collecteurs et secrétaires de section.

Scieurs, Découpeurs, Mouturiers. — Pas de permanence aujourd'hui à la Bourse du Travail.

Terrassiers. — Les camarades terrassiers sont invités à assister aux réunions qui auront lieu aujourd'hui 4 janvier, à 9 h. 30 du matin: Versailles, Maison du Peuple; délégués, Massin, Lecorre, Le Bohec.

Les Mureaux, salle Couturier; délégués, Le-grand, Le Mao.

Les camarades terrassiers sont avisés que les nouvelles cartes pour l'année 1925 sont à leur disposition.

Commission de contrôle dimanche 4 janvier, à la permanence, à 8 heures du matin.

Syndicat Autonome du Bâtiment de Reims. — Réunion aujourd'hui 4 janvier, 61, rue Ponsardin, à Reims, à 9 heures du matin.

DANS LE S. U. B.

CHARPENTIER EN FER. — Assemblée générale à 9 heures, salle Peloutier, 8, avenue Mathurin-Moreau.

PAVEURS ET AIDES. — Assemblée générale à 9 heures, petite salle des Grèves, Bourse du Travail.

SECTIONS LOCALES INTERCORPORATIVES.

— Réunions ce matin, à 9 heures:

2^e et 4^e arrondissements, 6, rue des Nonnains-d'Hyères; délégué, Rivallan.

5^e et 6^e arrondissements, 6, rue Lanneau; délégué, Fougereux.

Charenton, 26, quai des Carrières; délégué, Remy.

Saint-Denis, 4, rue Suger; délégué, Faudry.

Saint-Ouen, 37, boulevard des Batignolles; délégué, Pommer.

20^e arrondissement, salle du Bouillon Leroy.

10^e et 10^e arrondissements, 8, avenue Mathurin-Moreau; délégué, Quoy.

Tous les camarades se feront un devoir d'être présents à ces réunions.

La Vie de l'Union Anarchiste

Conseil d'Administration DU LIBERTAIRE

Ce matin, à 9 heures 30, présence de chacun indispensable. Tous les rédacteurs du "Libertaire" devront être présents.

www

Paris et banlieue

Groupe de Boulogne-sur-Seine. — Prière au secrétaire de donner son adresse. Un camarade de la rédaction lui faire une causerie le vendredi 16 janvier.

Groupe Régional de Bezons. — La réunion générale du Groupe aura lieu aujourd'hui 4 janvier, salle David, rue du Pont, à Chailou, le matin, à 9 heures précises.

Que les amis de Saint-Germain, Rueil, Nanterre, Bezons soient tous présents.

Causerie par un camarade de la Fédération Parisienne sur "Les Anarchistes dans la société".

On y discutera aussi de l'organisation de meetings dans la contrée.

Province

Groupe de Billy-Montigny. — Réunion du Groupe aujourd'hui 4 janvier, à 16 h. 30, chez Albert Farsy, 21, rue Lamendin.

Une causerie sera faite par un camarade du groupe sur "Le Protestantisme".

Cordiale invitation aux lecteurs du "Libertaire" ainsi qu'aux protestants de la région.

Communications diverses

Muse-Rouge. — Goguette aujourd'hui 4 janvier; matinée à 14 h. 30 et soirée à 20 h. 30, avec le concours assuré de Roger Toziny, Aimée Morin et Cloer Maupas.

Entrée, 2 francs; enfants, 0 fr. 50.

Comité de Défense de Castagna. — A l'heure actuelle, tous les hommes de bonne volonté, toutes les organisations ont en leur possession la brochure documentaire: "Une Erreur judiciaire", relatant les horreurs du fascisme et l'unique condamnation de Mario Castagna.

Nous pensons qu'une activité nouvelle va se manifester et que, pour la lutte contre le fascisme et pour la libération de Mario Castagna, les amis, les camarades, les organisations vont faire le nécessaire.

Adressez les commandes de brochures et toutes demandes de renseignements, souscriptions, etc., etc., au Comité Castagna, Fédération du Bâtiment, 33, rue de la Grange-aux-Belles, Paris (10^e).

Le prix de la brochure est de 0 fr. 50; le cent, 40 francs.

Gerle, Anarchiste. — Nous invitons les camarades de toutes tendances à assister à nos réunions qui ont lieu chaque mardi, salle Herminier, 77, boulevard Barbès.

Le service de bibliothèque fonctionne de 20 h. à 21 heures, heure à laquelle commencent les causeries. Livres et journaux en espagnol, anglais, allemand, français. A chaque réunion également, seront mis en vente des brochures et divers journaux, notamment "En-Dehors".

Les causeries auront lieu dans l'ordre suivant (prière aux amis d'en prendre note):

Demain 6 janvier, par Lorenc, sur "Comment faciliter la vie à l'individu".

Le 13 janvier, par la doctoresse Pelletier: "La Femme et les préjugés".

Le 20 janvier: "Libre Arbitre et Déterminisme", par Sabatier.

La contradiction courtoise est sollicitée.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Le Gérant: Louis LOUVET

Imprimerie spéciale du Libertaire
10-12 rue Paul-Lelong, Paris.